

Pour en finir avec le statu quo – Les Néoécossais exigent un meilleur avenir pour tous les élèves

Rapport du
comité ministériel sur l'éducation

30 octobre 2014

Pour en finir avec le statu quo – Les Néoécossais exigent un meilleur avenir pour tous les élèves

Rapport du
comité ministériel sur l'éducation

30 octobre 2014

Les versions anglaise et française de ce rapport sont disponibles à l'adresse ednet.ns.ca/educationreview.

© Droit d'auteur de la Couronne, Province de la Nouvelle-Écosse, 2014

Format recommandé pour les références :

Comité ministériel sur l'éducation, *Pour en finir avec le statu quo – Les Néoécossais exigent un meilleur avenir pour tous les élèves*, Halifax (N.-É.), Province de la Nouvelle-Écosse, 2014.

ISBN : 978-1-55457-642-5 (version anglaise)

ISBN : 978-1-55457-643-1 (version française)

TABLE DES MATIÈRES

Message de la présidente du comité	1
Sommaire	4
L'éducation en Nouvelle-Écosse – Hier et aujourd'hui.....	6
Le processus de consultation publique.....	13
Des changements qui s'imposent	16
Thème n° 1 • Renforcer le programme d'études pour susciter une transformation de l'enseignement et de l'apprentissage	19
Thème n° 2 • Favoriser un enseignement de grande qualité dans toutes les salles de classe	26
Thème n° 3 • Préparer les élèves d'aujourd'hui aux débouchés qui se présenteront à eux à l'avenir ..	36
Thème n° 4 • S'assurer que l'intégration fonctionne pour tout le monde.....	46
Thème n° 5 • Créer un climat favorable à l'apprentissage dans tous les établissements	50
Thème n° 6 • Collaborer pour améliorer la santé et le bien-être des élèves	57
Thème n° 7 • Mettre sur pied une structure moderne pour l'enseignement et pour l'apprentissage....	61
Feuille de route pour le changement.....	66
ANNEXES	
A • Rang de la Nouvelle-Écosse dans les évaluations nationales et internationales du niveau des élèves.....	69
B • Questions du sondage de consultation du comité ministériel sur l'éducation.....	70
C • Répartition géographique des répondants.....	72
D • Renseignements démographiques sur le sondage	73
E • Organismes et individus ayant fait parvenir un rapport au comité ministériel sur l'éducation.....	76
NOTES DE FIN.....	78

TABLE DES FIGURES

FIGURE 1 • « Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction vis-à-vis du système scolaire public en Nouvelle-Écosse? »	1
FIGURE 2 • Niveau global de satisfaction vis-à-vis du système scolaire public, selon le groupe de répondants (n = 18 468)	2
FIGURE 3 • Programme pancanadien d'évaluation, 2013 Résultats en lecture selon la province : score moyen rapporté à l'échelle	10
FIGURE 4 • Programme pancanadien d'évaluation, 2013 Résultats en sciences selon la province : score moyen rapporté à l'échelle	10
FIGURE 5 • Programme pancanadien d'évaluation, 2013 Résultats en mathématiques selon la province : score moyen rapporté à l'échelle	11
FIGURE 6 • PISA, scores moyens en mathématiques pour la Nouvelle-Écosse, 2003–2012	11
FIGURE 7 • Réponses des enseignants, par niveau scolaire (n = 3 167)	14
FIGURE 8 • Nombre de réponses au sondage selon le groupe de répondants (n = 18 754)	14
FIGURE 9 • Nombre de réponses au sondage selon l'origine (n = 15 879)	15
FIGURE 10 • « Le programme d'études de la province se concentre sur ce dont élèves ont le plus besoin dans leur apprentissage » (n = 16 150)	19
FIGURE 11 • « Les élèves bénéficient d'un très bon enseignement dans la salle de classe », pourcentage d'accord selon le groupe (n = 16 720)	27
FIGURE 12 • « Les élèves sont bien préparés au passage au niveau de scolarisation suivant », pourcentage d'accord selon le groupe (n = 16 423)	36
FIGURE 13 • Pourcentage d'accord avec les deux énoncés : « Les élèves sont bien préparés aux études à l'université ou au collège. » « Les élèves sont bien préparés au marché du travail. »	40
FIGURE 14 • « Les programmes et les services spéciaux répondent bien aux besoins de tous les élèves », pourcentage d'accord selon le type de répondant (n = 14 465)	46
FIGURE 15 • « Les programmes et les services spéciaux répondent bien aux besoins de tous les élèves », réponses des enseignants selon le niveau scolaire enseigné (n = 2 780)	47
Figure 16 • « Les élèves et les familles se reconnaissent sur le plan culturel dans ce qui est proposé à l'école et dans la salle de classe », réponses selon l'origine (n = 12 320)	53
FIGURE 17 • « Les élèves deviennent doués en résolution de problèmes », réponse selon le type de répondant (n = 16 126)	61
FIGURE 18 • « Le financement affecté à l'éducation est consacré aux bons programmes et aux bons services », selon le type de répondant (n = 14 515)	62

Message de la présidente du comité

C'est avec plaisir que je vous présente, au nom du comité ministériel sur l'éducation, notre rapport final, intitulé *Pour en finir avec le statu quo – Les Néoécossais exigent un meilleur avenir pour tous les élèves*. Nous avons été ravis d'avoir cette occasion de diriger le premier processus approfondi d'examen du système scolaire de la Nouvelle-Écosse depuis 25 ans. Avec une échéance relativement serrée de neuf mois, le comité a consacré tous ses efforts à la conception et à la mise en œuvre d'un processus de consultation à l'échelle de la province tout entière sur la situation actuelle dans le système scolaire public, à la lecture et à l'interprétation de l'ensemble des commentaires et des suggestions recueillis et à la rédaction du présent rapport, qui présente le point de vue des Néoécossais sur les domaines à améliorer.

L'une des priorités du comité était d'offrir à l'ensemble de la population néoécossaise l'occasion de faire part de ses commentaires et suggestions et je pense que nous y sommes parvenus. Grâce à des sondages et d'autres dispositifs de consultation, nous avons pu recueillir les avis de plus de 19 000 personnes dans la province. C'est avec générosité que des Néoécossais des huit différentes régions des conseils scolaires, de presque tous les villages et villes de la province et de tous les groupes de parties intéressées (élèves, éducateurs, parents/tuteurs, membres des communautés et monde des affaires) ont répondu aux questions que nous leur posions et ont pris le temps de faire des commentaires dans le cadre de leurs réponses aux sondages, de lettres, de messages de courriel et de rapports.

Étant donné que le processus de consultation a suscité une réponse d'une si grande ampleur, le comité est bien placé pour mettre en évidence les problèmes auxquels le gouvernement — sous la direction du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance — doit s'attaquer avec la plus grande urgence. Notre rapport se concentre sur les sept domaines dans le système scolaire public qui suscitent les plus grandes inquiétudes chez les Néoécossais.

Selon les commentaires et les suggestions que nous avons recueillis, il est clair pour nous que les Néoécossais apprécient à sa juste valeur le travail des nombreux membres du personnel de nos écoles, qui exécutent leur tâche avec un grand dévouement et une grande bienveillance. Nous notons également que bon nombre de Néoécossais sont attachés à un système scolaire public gratuit et accessible à tous.

FIGURE 1 • « Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction vis-à-vis du système scolaire public en Nouvelle-Écosse? »

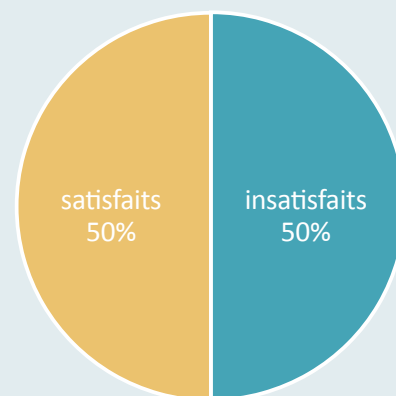
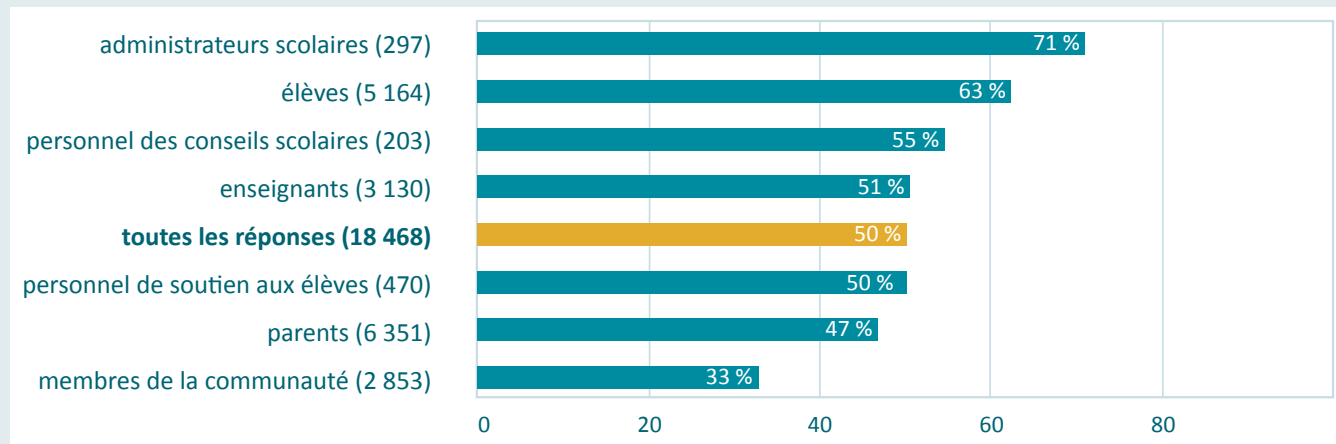


FIGURE 2 • Niveau global de satisfaction vis-à-vis du système scolaire public, selon le groupe de répondants (n = 18 468)

Cela étant dit, les Néoécossais ont un avis mitigé en ce qui concerne la qualité de notre système scolaire public. Parmi ceux qui ont répondu au sondage, on note que 50 p. 100 très exactement disent qu'ils sont satisfaits et 50 p. 100 qu'ils sont insatisfaits du système actuel (voir figure 1).



Composition du comité ministériel sur l'éducation

L'honorable Myra Freeman,
PRÉSIDENTE DU COMITÉ

Tina Dixon

Mike Henderson

Kyle Hill

Gordon MacInnis

Donna O'Connell

Vous trouverez une biographie de chacun des membres du comité sur Internet à l'adresse ednet.ns.ca/FeaturedContent/Slider/pdf/Bios.pdf.

Si l'on examine ce résultat de plus près, on constate qu'il existe de nombreuses différences intéressantes et importantes d'un groupe à l'autre et qu'il est indispensable d'en tenir compte (voir figure 2). À titre d'exemple, certains répondants, comme les administrateurs scolaires, sont généralement satisfaits, tandis que 70 p. 100 des membres des communautés et 50 p. 100 des parents sont insatisfaits.

De notre point de vue, cette statistique est inacceptable. Il est trop important d'avoir un système éducatif de grande qualité pour les enfants et les jeunes, les communautés et l'économie de la province. Il est clair qu'il faut que la situation change.

Nous avons hâte de voir quelle sera la réponse du gouvernement aux suggestions d'amélioration faites par la population néoécossaise et de pouvoir observer le travail qui découlera des constats présentés ici. Nous sommes convaincus que, à mesure qu'on mettra en œuvre les changements proposés, l'attitude du grand public vis-à-vis du système scolaire public évoluera; mais surtout, nous sommes convaincus que l'on observera une amélioration de la motivation et des résultats des élèves. Il est important pour la province de surveiller attentivement l'impact des changements adoptés à l'échelle du système tout entier, afin de s'assurer qu'ils améliorent véritablement l'apprentissage des élèves. C'est le moins que la province puisse faire pour ses élèves.

Cela a été un privilège pour chaque membre du comité de pouvoir recueillir un si grand nombre de points de vue dans ce rapport, en particulier ceux de personnes qui n'ont pas toujours voix au chapitre dans le dialogue sur l'évolution de l'éducation. Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont pris le temps d'apporter leur contribution au processus de consultation engagé par le comité; nous avons grandement apprécié leur enthousiasme, leurs réflexions et leur franchise. Nous espérons également qu'elles resteront attachées à l'amélioration de nos écoles et qu'elles se joindront à nous pour exprimer leurs attentes élevées concernant la réponse donnée par le gouvernement à leurs idées judicieuses pour l'amélioration du système.

A handwritten signature in black ink that reads "Myra A. Freeman". The signature is written in a cursive, flowing style.

L'honorable Myra A. Freeman, CM, ONS, MSM

Présidente du comité ministériel sur l'éducation

Sommaire

Le rapport du comité ministériel sur l'éducation, intitulé *Pour en finir avec le statu quo – Les Néoécossais exigent un meilleur avenir pour tous les élèves*, présente les commentaires et les suggestions des Néoécossais sur notre système scolaire public. Les résultats sont inacceptables : 50 p. 100 des Néoécossais sont insatisfaits. Les élèves, les parents, les enseignants, les autres membres du personnel de soutien des écoles et les membres des communautés expriment un grand nombre d'inquiétudes concernant le système éducatif de la province, qui a très peu changé au cours des 50 dernières années, en dépit des nombreux rapports qui ont pu être publiés et qui contenaient des recommandations claires sur les changements à apporter.

Selon le comité, on compte sept domaines dans lesquels il est le plus urgent d'apporter des changements :

- **le programme d'études** : renforcer le programme d'études pour susciter une transformation de l'enseignement et de l'apprentissage;
- **l'enseignement** : favoriser un enseignement de grande qualité dans toutes les salles de classe;
- **les transitions** : préparer les élèves d'aujourd'hui aux débouchés qui se présenteront à eux à l'avenir;
- **l'intégration** : s'assurer que l'intégration fonctionne pour tout le monde;
- **le climat dans l'école** : créer un climat favorable à l'apprentissage dans tous les établissements;
- **la santé et le bien-être** : collaborer pour améliorer la santé et le bien-être des élèves;
- **une structure moderne** : mettre sur pied une structure moderne pour l'enseignement et pour l'apprentissage.

Le comité, qui a pu s'appuyer sur les suggestions et les commentaires détaillés de la population néoécossaise, s'est avéré être tout particulièrement bien placé pour faire la synthèse des différentes perspectives, avec une section de discussion pour chacun de ces sept thèmes, et pour faire des recommandations tout au long du rapport. Nous avons élaboré ces recommandations afin d'aider la province de la Nouvelle-Écosse à dresser une feuille de route pour changer la situation actuelle.

Les recommandations du comité représentent des changements importants dans la façon de gérer notre système scolaire. Mais il n’y a pas d’autre choix. Les résultats obtenus par les élèves néoécossais aux évaluations révèlent que leur niveau est moins bon que dans les autres provinces. Étant donné qu’il faut que nos jeunes puissent connaître la réussite dans un monde compétitif, ces résultats sont très troublants.

Il est urgent que le gouvernement aille de l’avant et mette en œuvre l’ensemble des recommandations incluses dans le présent rapport. Certaines seront difficiles à mettre en œuvre et d’autres exigeront des délais plus longs, mais les recommandations sont toutes liées les unes aux autres. Si le gouvernement se contente de faire un choix et de ne mettre en œuvre que certaines des recommandations, cela affectera le niveau de synergie qu’il aurait été possible d’atteindre en adoptant une réponse globale aux commentaires et aux suggestions des Néoécossais. Le comité est convaincu qu’il est possible de mettre au point des plans de mise en œuvre qui minimiseront les perturbations dans la salle de classe pendant cette période de transition.

Il est également crucial que la province choisisse le bon angle pour aborder le processus de changement. Il est essentiel que tous les partenaires offrant leurs services aux enfants et aux jeunes — tant au sein du gouvernement qu’en dehors du gouvernement — fassent un travail de décloisonnement en éliminant les frontières entre ministères, les obstacles sur le plan des ressources et les autres barrières structurelles et en collaborant pour apporter des changements cohérents en vue de faciliter le travail dans la salle de classe et de contribuer à répondre aux besoins de nos élèves. C’est l’avenir même de la Nouvelle-Écosse qui est en jeu et qui dépendra de la réussite des mesures adoptées par le gouvernement en réponse aux recommandations du comité.

Notes pour le lecteur

Dans le présent rapport :

- n = nombre de répondants. Ce nombre varie, parce que les répondants n’ont pas tous répondu à toutes les questions des sondages.
- Le terme parents englobe à la fois les parents et les tuteurs.
- Le terme système scolaire public désigne les écoles néoécossaises subventionnées par l’argent des contribuables et accueillant des élèves de la maternelle à la 12^e année (mat. – 12^e).
- Le sigle STIM signifie « sciences, technologie, ingénierie et mathématiques ».
- Les totaux dans les figures ne font pas toujours 100 p. 100, parce que certains chiffres ont été arrondis.

L'éducation en Nouvelle-Écosse – Hier et aujourd'hui

Le système scolaire public
en Nouvelle-Écosse
(septembre 2014)

Budget total : 1,3 milliard de dollars

Nombre de conseils scolaires : 8

Nombre d'écoles : 405

Effectif d'élèves : 121 028

Le 19 février 2014, l'honorable Karen Casey a lancé le processus d'examen de l'éducation publique, avec l'annonce de la composition du comité ministériel sur l'éducation¹. Le but était de se pencher sur « la meilleure façon d'adapter le système d'éducation pour veiller au succès de tous les élèves dans un environnement en évolution »². Cet examen du système éducatif offre une occasion opportune de s'interroger sur l'efficacité et l'impact des changements introduits au cours des deux dernières décennies. Bon nombre de ces réformes — comme les nouveaux programmes d'études provinciaux et la *Politique en matière d'éducation spéciale* — ont fait l'objet de processus d'examen indépendants au fil des ans, mais le gouvernement n'a pas engagé de grande initiative d'examen de l'ensemble du système scolaire public pour mettre en évidence ce qui fonctionne bien et ce qui doit être amélioré.

La présente section a pour but de définir le contexte dans lequel viennent s'inscrire les principaux messages transmis au comité par les Néoécossais pendant le processus de consultation, en indiquant au lecteur les grands changements qui ont eu un impact sur le système éducatif depuis le milieu des années 1990, ainsi que le niveau actuel des élèves de la Nouvelle-Écosse.

Qu'est-ce qui a changé dans notre système éducatif?

Le milieu des années 1990 a été une période de changements dans le système éducatif de la Nouvelle-Écosse. On a organisé, au début des années 1990, un processus de consultation à l'échelle provinciale en vue de recueillir des propositions pour régler divers problèmes qui se posaient dans le domaine de l'éducation. Ce processus a débouché sur la publication d'un document de travail du gouvernement, intitulé *Horizons* (1995). S'en est suivie une période de réorganisation, avec des changements importants apportés à la loi sur l'éducation pour clarifier les rôles et les responsabilités des principaux acteurs (conseils scolaires, personnel, parents et élèves) dans le système. On a procédé à un fusionnement des conseils scolaires, dont le nombre est passé de 22 à sept, et on a harmonisé les services de français langue maternelle en créant un seul et unique conseil scolaire provincial pour les Acadiens et les francophones. On a également mis en place des comités d'école consultatifs dans de nombreuses écoles.

Depuis, les choses ont beaucoup changé pour les élèves de la province. Il est opportun, aujourd’hui, de réexaminer ces changements pour voir si notre système éducatif a suivi l’évolution des forces qui ont remodelé le monde dans lequel les élèves vivent aujourd’hui et auquel ils seront confrontés à l’avenir. La liste qui suit n’est pas exhaustive, mais elle évoque plusieurs changements fondamentaux dans la société et dans les politiques éducatives qui ont affecté l’apprentissage des élèves au cours des 25 dernières années.

Changements dans la société

Attentes du grand public

Cela fait un certain temps que les écoles jouent un rôle plus approfondi dans la vie des élèves et imposent des attentes de niveau nettement plus élevé aux enseignants, aux administrateurs et au personnel de soutien dans la prise en compte de besoins complexes. On prête davantage attention à des problèmes comme les intimidations, la santé mentale, les comportements perturbateurs, la pauvreté, l’alimentation et les problèmes familiaux. Nous sommes également plus conscients de l’impact que ces problèmes ont sur l’apprentissage des élèves.

Importance de l’apprentissage chez les jeunes enfants

En 1999, Fraser Mustard et Margaret McCain ont fait la synthèse du savoir accumulé sur plusieurs décennies sur l’apprentissage chez les jeunes enfants quand ils sont parvenus à la conclusion que la qualité des 2000 premiers jours de la vie de l’enfant était déterminante pour sa santé et son bien-être pendant le reste de sa vie³. Le développement des connaissances sur le développement humain a conduit notre société à attacher plus d’importance à l’apprentissage des jeunes enfants, à souligner l’impact du rôle des parents lors des premières années de la vie de l’enfant sur son apprentissage, à prendre en compte le besoin d’interventions pertinentes pour les nouveau-nés et les tout petits et à assurer une bonne transition entre les cadres d’apprentissage des jeunes enfants et l’école publique.

Impact des technologies sur l’enseignement et l’apprentissage

La cadence et l’ampleur des changements technologiques des 25 dernières années ont eu de grandes implications pour les écoles. La technologie a le potentiel d’offrir aux enseignants plus d’options pour les ressources, aux élèves un accès à de nouveaux outils d’apprentissage, aux élèves des régions rurales un plus vaste éventail d’options avec l’apprentissage en ligne et au système des options pour rendre compte des résultats dans des délais plus brefs. Cela étant dit, l’immensité des informations disponibles présente également des difficultés quand on cherche à comprendre ce qui

est approprié et légitime. Les réseaux sociaux ont de grandes implications pour les relations entre élèves et les intimidations et il est de plus en plus important pour les élèves d'apprendre à bien gérer leur présence en ligne dès le plus jeune âge. L'obligation d'acquérir de nouveaux logiciels et appareils suscite régulièrement des pressions sur les budgets et exige des éducateurs qu'ils s'adaptent en apprenant rapidement et régulièrement de nouveaux outils et programmes.

Changements dans les politiques et les programmes

Cadre et évaluations fondés sur les résultats d'apprentissage

La Nouvelle-Écosse a fait la transition vers un cadre fondé sur les résultats d'apprentissage pour l'éducation au début des années 2000, afin d'en finir avec les descriptions plus générales des exigences dans l'apprentissage et d'avoir des résultats visés clairement définis pour la réussite scolaire. Dans le même temps, elle a adopté des évaluations standardisées fondées sur les résultats d'apprentissage ainsi définis.

Intégration

L'intégration est une philosophie et approche de l'enseignement qui se fonde sur des principes et des convictions selon lesquels tous les élèves ont le droit de se voir offrir une scolarité accessible et adaptée à leur âge. La *Politique en matière d'éducation spéciale* a paru en 1996 et se concentrait sur les plans de programme individualisés, la participation des parents et l'adoption d'une approche de travail en équipe dans le contexte d'une scolarité favorisant l'intégration de tous. On a réexaminé la situation en 2003 et en 2007 pour donner une assise plus ferme aux pratiques favorisant l'intégration et pour définir les implications intrinsèques sur le plan des droits de la personne, mais aussi pour noter la nécessité d'apporter un financement et un éventail complet de ressources afin de garantir la réussite de la mise en œuvre de la politique.

Programmes du secondaire

Au début des années 1990, on a abandonné la pratique consistant à séparer les élèves dans une filière « générale » et une filière « avancée » au premier cycle du secondaire et au deuxième cycle du secondaire, pour adopter un nouveau programme de résultats d'apprentissage transdisciplinaires communs à tous. Dans le même temps, les anciennes écoles professionnelles ont été remplacées par le Nova Scotia Community College et l'on a établi l'exigence d'un diplôme de fin d'études secondaires pour pouvoir s'inscrire aux programmes sur les métiers spécialisés et aux programmes techniques dans la province.

Passage au niveau supérieur et redoublement

Il était, à une époque, fréquent de faire redoubler les élèves quand ils n'avaient pas fait suffisamment de progrès pour passer au niveau supérieur. Les choses ont commencé à changer dans les années 1990, en raison des nouvelles connaissances et recherches sur l'impact du redoublement sur la réussite scolaire des élèves. Aujourd'hui, à quelques exceptions près, les élèves néoécossais ne redoublent plus.

Collaborations entre agences

L'augmentation des attentes imposées aux écoles a conduit à des besoins plus importants et plus pointus sur le plan des ressources. On a déterminé que les collaborations entre les ministères du gouvernement et les prestataires de services publics étaient susceptibles de mieux répondre aux besoins des élèves, avec des programmes comme ÉcolesPlus et les centres de santé pour la jeunesse.

Préparation des enseignants

En 1994, on a entrepris un grand réexamen de la formation des enseignants. Le rapport Shapiro a débouché sur la fermeture du Nova Scotia Teachers' College (à Truro) et la réduction du nombre d'universités offrant le programme de baccalauréat en éducation, qui est passé de sept à trois. Après des réexamens supplémentaires, on a ajouté deux autres universités. Le dialogue se poursuit concernant l'importance de la préparation des enseignants et la nécessité de bien gérer le marché du travail afin de s'assurer que les écoles de la Nouvelle-Écosse ont accès à des enseignants de grande qualité.

Rapport BLAC

Après un travail d'étude de quatre ans sur les obstacles institutionnels auxquels étaient confrontés les Afronéoécossais dans le système éducatif, le rapport de 1994 intitulé *BLAC Report on Education : Redressing Inequity – Empowering Black Learners*⁴ faisait une série de recommandations pour susciter des changements positifs dans le domaine. Quinze ans plus tard, on a entrepris un réexamen de la situation et une réflexion sur les progrès réalisés depuis le rapport BLAC. En 2009, on a publié le rapport intitulé *Reality Check*⁵, qui contenait des recommandations en réponse aux inquiétudes importantes concernant les progrès des enfants et des jeunes afronéoécossais dans leurs études.

Éducation des Mi'kmaq

En 1999, le Canada a adopté la *Mi'kmaw Education Act* (loi sur l'éducation des Mi'kmaq), qui permet aux communautés mi'kmaq de contrôler l'éducation dans le cadre d'une entente tripartite entre l'organisme

Mi'kmaw Kina'matnewey (MK – instance responsable de l'éducation dans 12 communautés de Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse), le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Cette loi reconnaît le rôle de MK dans l'offre d'un enseignement axé sur les Mi'kmaq (avec immersion linguistique et culturelle) dans les écoles des bandes. En 2008, on a, après un processus de consultation sur l'efficacité des services aux apprenants mi'kmaq, défini cinq domaines fondamentaux à améliorer, notamment le programme d'études et la communication⁶.

Planification de l'amélioration des écoles

À la fin des années 1990, on a mis en œuvre un processus formel conduisant les écoles à analyser leur fonctionnement et leurs résultats, dans l'optique d'élaborer des buts et des stratégies pour améliorer la situation. L'exigence de production de plans annuels d'amélioration a également conduit les écoles à mettre à contribution les parents et la communauté et à mieux communiquer sur les résultats des élèves et les priorités dans les changements à apporter.

FIGURE 3 • Programme pancanadien d'évaluation, 2013
Résultats en **lecture** selon la province : score moyen rapporté à l'échelle

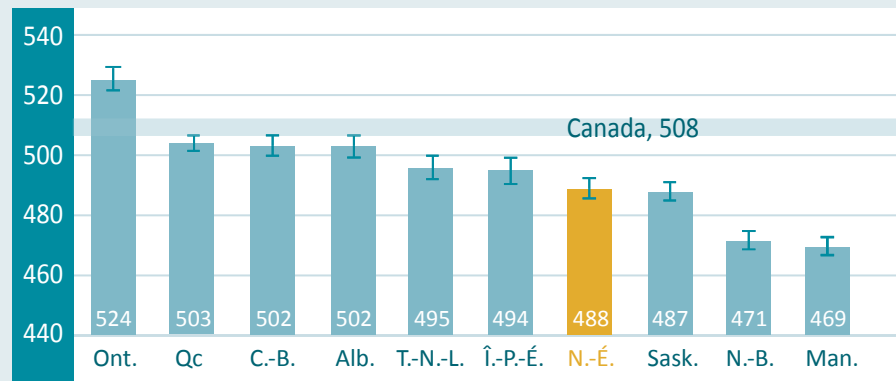
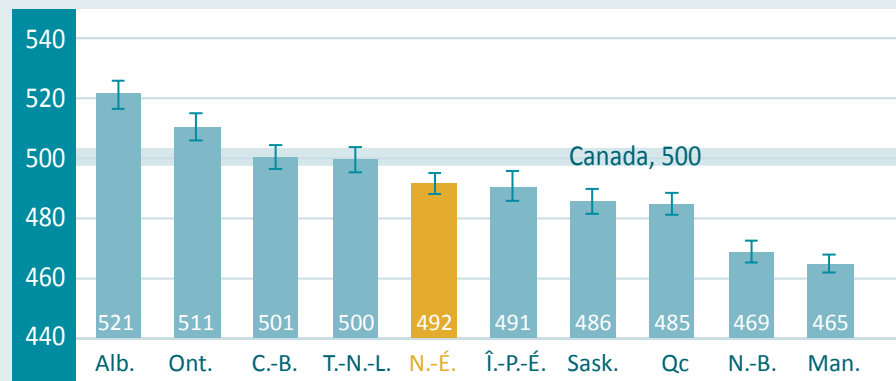


FIGURE 4 • Programme pancanadien d'évaluation, 2013
Résultats en **sciences** selon la province : score moyen rapporté à l'échelle



Quels sont les résultats des élèves aujourd'hui?

Les résultats scolaires des élèves de la Nouvelle-Écosse sont restés relativement stables au fil du temps, selon les indications des évaluations nationales et internationales en mathématiques, en sciences et en lecture (voir annexe A). Cela étant dit, les résultats des élèves néoécossais se situent, en moyenne, nettement en dessous de ceux des élèves vivant ailleurs au Canada. Bon nombre des jeunes de la Nouvelle-Écosse seront en concurrence avec leurs homologues des autres régions du Canada pour les études, l'emploi et l'avancement dans la carrière; mais les débouchés sont aussi désormais d'envergure planétaire. Il est donc essentiel que les jeunes néoécossais puissent faire face à la concurrence des jeunes des autres régions du monde. C'est la compétitivité même de la Nouvelle-Écosse qui en dépend. Il est inacceptable de se contenter du statu quo.

La Nouvelle-Écosse se situe, en moyenne, à un niveau inférieur au Canada dans son ensemble et généralement à un niveau inférieur aux provinces plus peuplées (Québec, Ontario, Alberta et Colombie-Britannique) en lecture (figure 3), en sciences (figure 4) et en mathématiques (figure 5). Les

Note sur les intervalles de confiance

Le symbole au-dessus de chaque barre dans les figures 3, 4 et 5 indique l'intervalle de confiance pour chaque moyenne. Cet intervalle signifie qu'on est certain, 19 fois sur 20, que le score moyen des élèves de la province concernée se situerait entre les deux points indiqués si on prenait un nouvel échantillon d'élèves de 8^e année et qu'on leur faisait passer le même test. Lorsque les intervalles de confiance de deux provinces se chevauchent, cela signifie qu'il n'y a pas de différence statistiquement significative entre les deux. Autrement dit, même si le graphique semble indiquer une différence, il est possible que cette différence n'existe pas.

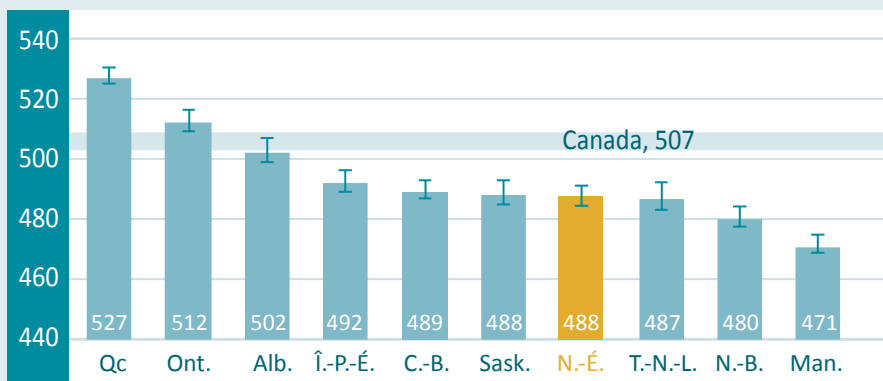


FIGURE 5 • Programme pancanadien d'évaluation, 2013
Résultats en **mathématiques** selon la province : score moyen rapporté à l'échelle

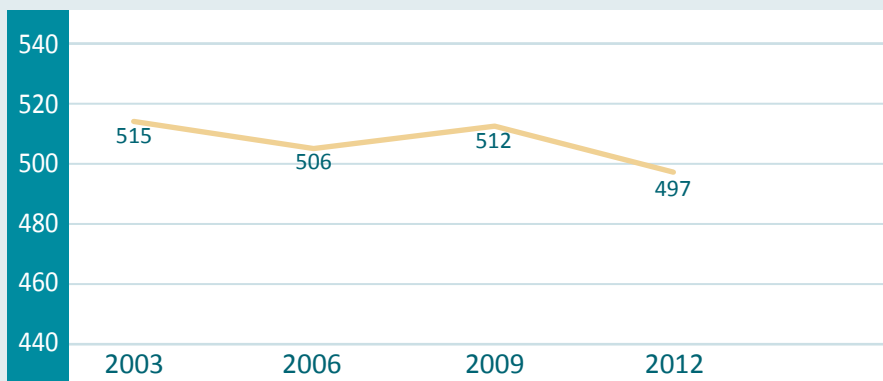


FIGURE 6 • PISA, scores moyens en **mathématiques** pour la Nouvelle-Écosse, 2003–2012

résultats des autres provinces sont très comparables, même si la Nouvelle-Écosse se situe généralement à un niveau supérieur à l'une ou l'autre.

On s'inquiète tout particulièrement des résultats en mathématiques, parce que la Nouvelle-Écosse est en baisse par rapport à d'autres pays dans le monde et aussi par rapport à son niveau d'il y a 10 ans. Les résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) — évaluation des élèves âgés de 15 ans en mathématiques, en lecture et en sciences — indiquent également une baisse importante en mathématiques entre 2003 et 2012 (figure 6).

Les résultats moyens des élèves lors de ces évaluations nationales et internationales ne donnent qu'une idée partielle de la situation. Il faut également tenir compte de la proportion d'élèves qui se situent au niveau des attentes ou à un niveau supérieur aux attentes de leur niveau scolaire lors des évaluations provinciales. Les évaluations provinciales montrent que, à l'élémentaire, 70 p. 100 environ des élèves se situent au niveau des attentes ou à un niveau supérieur. Ceci signifie que trois élèves sur 10 n'ont pas les bases en lecture et en mathématiques dont ils auront besoin pour relever les défis qui se présenteront à eux dans la suite de leurs études. À mesure que ces élèves progresseront dans leur scolarité, les problèmes s'aggraveront si on ne leur apporte pas le soutien dont ils ont besoin pour renforcer leur apprentissage. Au premier cycle du secondaire, on n'a qu'un peu plus de la moitié des élèves qui répondent aux attentes en mathématiques à la fin de la 8^e année. Ceci a des implications importantes pour le nombre d'élèves susceptibles de choisir de poursuivre leurs études dans les domaines STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) au collège et à l'université.

Qu'est-ce que cela signifie? Chaque province ou pays insiste sur le fait que l'éducation est la clé de son avenir économique et met en place des mesures ciblées en vue de renforcer les résultats de ses élèves. Les résultats sont manifestes dans les évaluations internationales, où l'on voit que les nouveaux pays qui se joignent aux programmes d'évaluation montent au classement par rapport aux autres. Si l'on se contente de maintenir le cap, cela signifie que le rang de la Nouvelle-Écosse va continuer de baisser par rapport aux autres, de sorte que nos élèves auront un handicap face à la concurrence des autres ailleurs au Canada et à travers le monde. Pour dire les choses simplement, il y a bien trop d'élèves en Nouvelle-Écosse qui ne possèdent pas les bases en mathématiques et en lecture dont ils ont besoin pour prospérer dans leurs études et sur le marché du travail.

Le processus de consultation publique

Lors de sa formation en février 2014, le mandat du comité ministériel sur l'éducation était de recueillir le point de vue des Néoécossais sur l'état du système éducatif dans la province. Dès le départ, les membres du comité se sont tous entendus sur les principes de base de l'examen (voir encadré) et sur l'importance d'organiser un processus de consultation approfondi avec une vaste campagne de promotion, afin d'attirer l'attention de diverses parties intéressées dans les écoles et les communautés à travers la province.

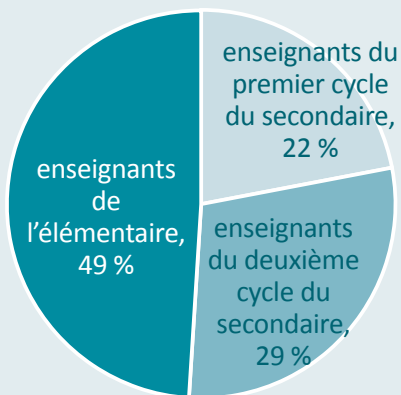
Le comité a pris des mesures importantes en vue de mettre à contribution l'ensemble de la population néoécossaise dans l'évaluation du système scolaire public. Dès le début du processus de consultation, nous avons invité l'ensemble des enseignants à nous faire part de leurs commentaires et suggestions. Le comité a également cherché à toucher le grand public dans le cadre des médias conventionnels et des réseaux sociaux (Facebook, etc.), informé près de 300 entreprises et organisations non gouvernementales du processus par courriel et créé un site Web consacré au processus pour que le grand public ait différentes options pour envoyer ses commentaires et ses suggestions. Nous avons ainsi invité les Néoécossais à apporter leur contribution de l'une quelconque des façons suivantes :

1. en remplissant un sondage en ligne, consistant en un questionnaire avec des questions à réponse dirigée (voir annexe B) et des questions ouvertes permettant aux répondants de faire des commentaires personnels;
2. en envoyant un courriel ou une lettre au comité;
3. en présentant un rapport formel;
4. en animant une discussion en groupe et en envoyant un formulaire de réponse;
5. en appelant un numéro sans frais pour laisser un message au comité⁷.

La période de consultation a duré sept semaines et, pendant cette période, le comité a régulièrement communiqué, dans le cadre d'événements, de communiqués de presse et d'activités sur les réseaux sociaux, pour encourager la population néoécossaise à apporter sa contribution aux changements à venir dans le système éducatif de la province. Nous avons également, pour nous assurer que le point de vue des élèves eux-mêmes serait bien représenté, organisé une journée d'enquête au premier cycle du secondaire et au deuxième cycle du secondaire, lors de laquelle les directions des écoles et les enseignants se sont joints à nous pour encourager les élèves à remplir le sondage en ligne.

« L'examen de l'éducation sera centré sur l'élève, axé sur les données objectives, attentif aux élèves marginalisés, attaché à l'écoute de toutes les parties intéressées, ouvert aux nouvelles idées issues de l'innovation technologique et capable de prendre en compte la diversité des circonstances dans la province. » (mandat du comité ministériel sur l'éducation de février 2014)

FIGURE 7 • Réponses des enseignants, par niveau scolaire (n = 3 167)



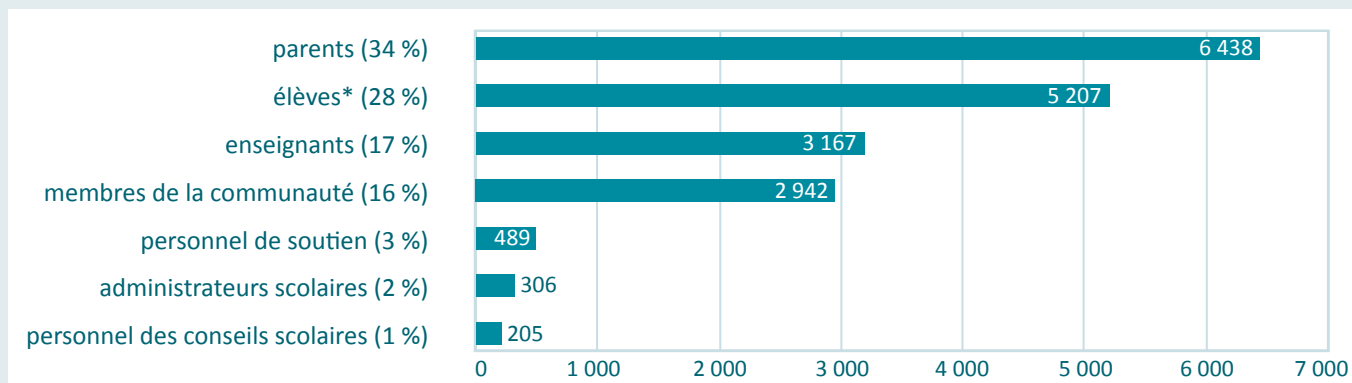
La réponse au processus de consultation a été remarquable. Le comité a reçu près de 19 000 questionnaires remplis, avec plus de 50 000 commentaires sur des sujets comme la qualité du programme d'études provincial, la santé et le bien-être des élèves, la bonne organisation de la journée d'école et de l'année scolaire, etc. Nous avons également lu des milliers de pages de suggestions et de commentaires reçus par courriel, ainsi que 46 rapports envoyés par des groupes de parties intéressées dans le secteur éducatif.

Il n'y a jamais eu de consultation d'une si grande ampleur dans la province. Il est clair que les Néoécossais se passionnent pour leur système éducatif et la raison en est évidente : ce système aura un impact important sur la forme que prendra notre avenir et sur le rôle que joueront nos jeunes, qui auront notre avenir entre leurs mains.

Grâce au questionnaire, le comité a recueilli l'avis de parents, d'élèves, d'enseignants de tous les niveaux scolaires (voir figure 7), d'administrateurs scolaires, de membres du personnel de soutien, de membres du personnel des conseils scolaires (voir figure 8) et de toutes sortes d'autres membres des communautés scolaires, dont les suivants :

- bénévoles dans les communautés et les écoles
- conseillers scolaires élus
- éducatrices auprès de la petite enfance
- grands-parents
- prestataires de services de soins de santé
- employeurs dans les petites, moyennes et grandes entreprises

FIGURE 8 • Nombre de réponses au sondage selon le groupe de répondants (n = 18 754)



* Les réponses des élèves proviennent principalement de deux conseils scolaires (l'un à dominante urbaine et l'autre à dominante rurale), le Halifax Regional School Board et le Strait Regional School Board. Pour en savoir plus sur les réponses des élèves par conseil scolaire, voir les renseignements démographiques 7 à l'annexe D.

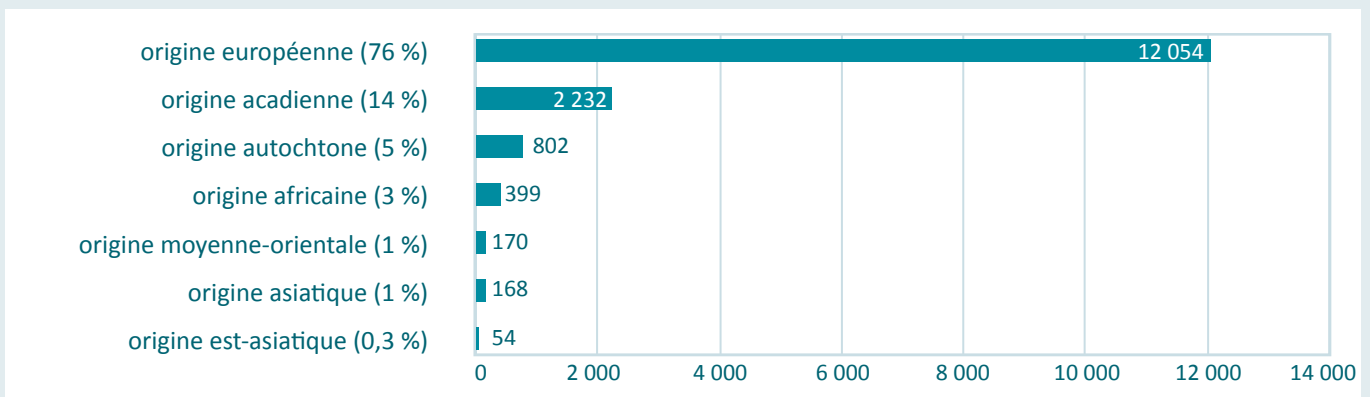
- autres membres du personnel de soutien des écoles (concierges, secrétaires, aide-enseignants, etc.)
- organismes à but non lucratif
- étudiants du postsecondaire
- étudiants des programmes de baccalauréat en éducation
- comités d'école consultatifs
- éducateurs à la retraite
- professeurs d'université et de collège communautaire

Nous sommes également ravis de noter que nous avons reçu des réponses de tous les secteurs géographiques de la province (voir la carte des réponses à l'annexe C) et de représentants de nombreuses communautés ethniques, linguistiques et autochtones (voir figure 9). Vous trouverez à l'annexe D la liste complète des renseignements démographiques sur le sondage et à l'annexe E la liste des organismes ayant fait parvenir un rapport au comité.

Le comité tient à remercier toutes les personnes qui ont répondu à notre appel à l'action et pris le temps de nous faire part de leur point de vue. Nous sommes certains que les principaux thèmes décrits dans le présent rapport correspondent à ce que les répondants nous ont dit dans leurs questionnaires, leurs messages et leurs autres communications.

Nous avons préparé un compte rendu de la méthode d'analyse des suggestions et des commentaires recueillis et des résultats de cette analyse dans un rapport technique séparé, disponible en ligne à l'adresse ednet.ns.ca/educationreview.

FIGURE 9 • Nombre de réponses au sondage selon l'origine (n = 15 879)



Des changements qui s'imposent

Le message qu'ont voulu nous envoyer les Néoécossais est extrêmement clair : il y a de nombreux domaines dans le système scolaire actuel qui ne fonctionnent pas aussi bien qu'ils le devraient. Dans le torrent de messages, de rapports et de commentaires écrits adressés au comité, un constat s'impose : tous les ministères du gouvernement responsables des enfants et des jeunes ont pour obligation d'agir vite et en collaboration afin d'améliorer l'application des principes, des pratiques et des programmes qui ont été mis en avant au cours des 25 dernières années.

La Nouvelle-Écosse partage avec d'autres instances à travers le monde une difficulté bien précise, qui est qu'il lui faut moderniser un système scolaire qui a été créé en fonction des réalités du xx^e siècle. Bon nombre des changements introduits depuis les années 1990 avaient pour but de créer un environnement propice à un enseignement et à un apprentissage pour le xxi^e siècle. D'après ce qu'on nous a dit, dans de nombreux cas, l'adoption de ces réformes ne s'est pas faite ou la mise en œuvre s'est déroulée sans tenir compte des réalités de la vie au quotidien dans les écoles (par exemple, avec un nombre d'initiatives différentes trop élevé). On nous a également indiqué qu'il était important d'adopter une approche intégrée des changements à mettre en œuvre, afin de veiller à ce que les changements adoptés dans un domaine particulier du système n'aient pas de conséquences inattendues dans d'autres domaines du système.

L'un des domaines qui ont bel et bien considérablement changé au cours des 25 dernières années est que nous avons des attentes d'un niveau plus élevé vis-à-vis des écoles. En plus de la panoplie traditionnelle de compétences scolaires (en mathématiques, en langue, en sciences) et du développement intellectuel (résolution de problèmes, pensée critique), on demande aussi aux écoles d'aujourd'hui d'aider les élèves à acquérir tout un éventail de compétences sociales et d'aptitudes à la vie quotidienne que les jeunes avaient l'habitude d'acquérir à la maison et dans la communauté. Les écoles sont à bien des égards devenues des « centres de soins » pour les élèves et leur famille. Si les Néoécossais s'entendent pour dire que ce sont là des rôles utiles et nécessaires pour nos écoles, alors nous avons également l'obligation de repenser la structure actuelle, dans laquelle les écoles relèvent exclusivement de la responsabilité du ministère de

Exemples de partenariats pour l'apprentissage

- Association des conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse
- Association des élèves des écoles secondaires de la Nouvelle-Écosse
- Association of Nova Scotia Educational Administrators
- Black Educators Association
- Comité des programmes et services d'éducation spéciale
- Confederacy of Mainland Mi'kmaq
- Conseil consultatif des jeunes
- Conseil jeunesse provincial de la Nouvelle-Écosse
- Council on African Canadian Education
- Council on Mi'kmaq Education
- Fédération des associations foyer-école de la Nouvelle-Écosse
- Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse
- Inter-university Committee on Teacher Education
- Leaders of Today
- Mi'kmaw Kina'matnewey
- Syndicat des enseignants de la Nouvelle-Écosse
- Small School Initiative
- Union des municipalités de la Nouvelle-Écosse

l'Éducation et du Développement de la petite enfance. Il faut aussi que nous nous assurions que les enseignants sont en mesure de se concentrer sur l'enseignement, en réorientant l'ensemble des ressources disponibles pour soutenir les autres programmes et services essentiels.

Dans les pages qui suivent, le comité s'intéresse aux domaines qui méritent, selon nous, qu'on y prête immédiatement attention. Dans un secteur aussi complexe que celui de l'éducation, nous sommes conscients du fait qu'aucun des problèmes que nous mettrons en évidence n'aura de solution simple. Il sera essentiel de pouvoir s'appuyer sur de solides partenariats (voir encadré sur les exemples de partenariats pour l'apprentissage). Pour mettre en évidence une bonne stratégie pour aller de l'avant, il faudra que

le gouvernement et ses nombreux partenaires du secteur éducatif mettent l'accent sur les aspects suivants :

- **APPROCHE STRATÉGIQUE**, afin de mettre en évidence les mesures qui auront l'impact le plus positif sur l'apprentissage et les résultats des élèves
- **EFFICACITÉ** et capacité de bien travailler dans les limites des moyens dont dispose le gouvernement, sachant qu'il sera difficile d'obtenir de nouveaux fonds
- **ÉQUITÉ**, afin de respecter la diversité des origines des habitants de la province et leur diversité linguistique, culturelle et socioéconomique, ainsi que les différences entre communautés urbaines et communautés rurales
- **RÉCEPTIVITÉ** vis-à-vis des nouvelles idées et souplesse permettant d'adopter les changements nécessaires pour s'assurer que les élèves de la Nouvelle-Écosse seront compétitifs à l'échelle planétaire

Le comité d'examen de l'éducation est conscient du fait que la portée des changements évoqués dans le présent rapport est importante; mais il est convaincu que c'est nécessaire. Plus de 19 000 Néoécossais nous ont dit qu'il y avait trop d'élèves et d'enseignants qui éprouvaient des difficultés dans le système actuel. Les domaines où nous indiquons que le gouvernement doit prendre des mesures sont ceux qui ressortent le plus clairement des commentaires et des suggestions que nous avons reçus. Pour le comité, il s'agit également des domaines les plus cruciaux si on veut que le système scolaire aille de l'avant et parvienne à bien répondre aux besoins de tous les élèves, à favoriser un enseignement de grande qualité dans toutes les salles de classe et à faire en sorte que les élèves obtiennent des résultats d'un niveau élevé, en particulier en mathématiques et en littérature.

Dans les sections restantes du rapport, nous attirons l'attention du lecteur sur les sept domaines du système scolaire public qui sont les plus importants pour les Néoécossais. D'après ce que nous a dit le grand public, le comité est convaincu qu'il faut que le gouvernement établisse une vision pour le système scolaire. Il faut aussi qu'il prenne conscience du fait que certains problèmes cruciaux exigent des mesures immédiates, parce que nous savons qu'il faudra du temps pour que les changements adoptés commencent à avoir un impact positif sur les élèves. L'importance des changements présentés dans les sections qui suivent exigera un leadership fort et un niveau sans précédent de coopération entre les principaux acteurs du système scolaire public et des ministères du gouvernement.

Thème n° 1

Renforcer le programme d'études pour susciter une transformation de l'enseignement et de l'apprentissage

Ce qu'on nous a dit

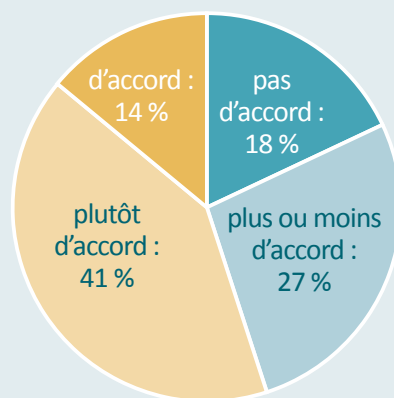
Bon nombre de répondants sont convaincus que le programme d'études de la province — qui indique ce que les élèves doivent apprendre à chaque niveau scolaire — a besoin d'une refonte importante. Certains sont élogieux sur le caractère complet et approfondi du programme d'études et sont optimistes en disant que les révisions ou mises à jour apportées récemment dans certaines matières déboucheront sur des améliorations. Dans l'ensemble, cependant, ce que les gens nous disent, c'est que le programme d'études ne fournit pas aux élèves des bases solides pour leur apprentissage.

En moyenne, 55 p. 100 seulement des Néoécossais ayant rempli le questionnaire trouvent que le programme d'études actuel de la province se concentre bel et bien sur ce dont les élèves ont le plus besoin dans leur apprentissage (voir figure 10). Sur l'ensemble des groupes, ce sont les parents et les membres de la communauté qui sont les plus enclins à trouver que le programme d'études n'est pas assez solide sur ce plan.

Les données révèlent que les Néoécossais ont certains avis contradictoires sur le programme d'études. Certains répondants, par exemple, trouvent que le programme d'études ne couvre pas assez de choses (par exemple, que les élèves n'ont pas assez d'occasions d'effectuer un apprentissage sur les arts et la technologie), tandis que d'autres trouvent qu'il essaye de couvrir trop de choses (par exemple, qu'il devrait se concentrer davantage sur les matières fondamentales, comme les mathématiques et la littérature). Il existe également une tension entre ceux qui trouvent que le programme d'études devrait conduire les enseignants à se concentrer sur les compétences de base — orthographe, grammaire, multiplication, etc. — et ceux qui trouvent qu'il faut davantage mettre l'accent sur les compétences transdisciplinaires, comme la pensée critique et la résolution de problèmes.

Les répondants sont cependant d'accord sur plusieurs problèmes liés au programme d'études. Selon eux, l'utilisation d'un programme d'études unique pour répondre à tous les besoins (c'est-à-dire dans lequel tous les élèves du même niveau scolaire sont censés parvenir aux mêmes résultats d'apprentissage) n'est pas adaptée aux élèves. La cadence est trop lente pour certains et trop rapide pour d'autres. On nous a également dit que, si les écoles ont fait certains progrès dans la prise en compte des différences

FIGURE 10 • « Le programme d'études de la province se concentre sur ce dont élèves ont le plus besoin dans leur apprentissage » (n = 16 150)



« Je trouve qu'il y a tellement de résultats d'apprentissage à couvrir que, si vous avez un élève qui éprouve des difficultés, quelles qu'elles soient, il n'y a pas assez de temps pour accorder à cet élève le temps supplémentaire dont il a besoin pour maîtriser ces résultats d'apprentissage avant de passer à la suite. » — commentaire d'un parent

« Il faut que le programme d'études suive l'évolution du monde d'aujourd'hui [...], mais les bases [...] comme la lecture, l'écriture et l'arithmétique resteront toujours importantes. » — commentaire d'un parent

« Les écoles ont certains programmes pour l'éducation coopérative, les métiers spécialisés, etc. Mais je pense que cela ne suffit pas. L'idée même du soutien est risible : on a l'impression que les gens suivent un script et qu'ils s'attendent à ce que tout le monde suive le même parcours [...]. Il n'y a pas assez de soutien, l'attitude n'est pas assez positive, on contrôle trop les choses et on force les élèves à suivre tous le même parcours. » — commentaire d'un élève

« On ne donne pas la priorité aux bases. On n'enseigne plus l'écriture ni l'orthographe. On passe rapidement sur les compétences de base en mathématiques et on fait ensuite passer les élèves à des concepts plus complexes alors qu'ils ne maîtrisent pas les bases. » — commentaire d'un membre de la communauté

dans le vécu des élèves sur le plan culturel et racial, il reste encore du chemin à faire pour avoir un programme d'études qui intègre bien le vécu des minorités sur le plan culturel, racial et linguistique.

Pour l'élémentaire (mat. – 6^e année), les Néoécossais expriment les inquiétudes suivantes :

- Le programme d'études de la maternelle n'est pas adapté au développement des enfants âgés de quatre ou cinq ans. (Autrement dit, il est d'un niveau trop avancé.)
- La structure actuelle du programme d'études ne fournit pas aux élèves des bases solides à chaque niveau scolaire. Le programme d'études est trop chargé et les élèves passent au niveau scolaire supérieur avant d'y être prêts sur le plan scolaire.
- Il est nécessaire de « revenir aux bases », en enseignant des compétences comme l'orthographe et les opérations mathématiques de base et en faisant en sorte que tous les élèves les mettent en pratique.
- Il y a trop de résultats d'apprentissage à maîtriser pour les élèves.
- Au premier cycle de l'élémentaire (1^{re} – 3^e), il faut simplifier les choses afin d'intégrer toutes les matières de base (sciences humaines, sciences, etc.) dans les résultats d'apprentissage en langue et en mathématiques.

Les répondants font, à mesure que les élèves passent au premier cycle du secondaire (7^e – 9^e) et au deuxième cycle du secondaire (10^e – 12^e), les constats suivants :

- Le programme d'études se concentre trop sur la préparation des élèves aux études universitaires, de sorte qu'il n'y a pas suffisamment d'options pour les élèves qui souhaitent une orientation différente, dans les arts, les métiers spécialisés, la technologie ou d'autres professions n'exigeant pas de diplômes universitaires.
- Il y a certaines lacunes cruciales dans le programme d'études, sur les aptitudes à la vie quotidienne (gestion de la vie personnelle et de la carrière professionnelle, mode de vie sain, alimentation, etc.), les compétences de base dans le domaine financier (planification financière, déclarations d'impôts, etc.), l'engagement citoyen, les compétences en entrepreneuriat et la préparation aux professions des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) ou des technologies de l'information et de la communication (programmation, etc.).
- Il faut consacrer plus de temps à l'exercice physique, aux arts et à la musique.

Le comité constate également que moins de la moitié des parents, des enseignants du premier cycle du secondaire et du deuxième cycle du secondaire et des membres de la communauté trouvent que les élèves acquièrent de bonnes bases en mathématiques et en littérature. Dans leurs commentaires sur ces matières de base, les gens disent que le programme d'études favorise tant d'approches différentes de l'acquisition des compétences de base que les élèves ne savent plus vers quelle approche se tourner. Bon nombre de parents, en particulier, disent que la méthode actuelle d'enseignement des mathématiques à l'élémentaire — qui propose de multiples pistes pour parvenir aux solutions et qui s'appuie fortement sur les compétences en lecture — est tout particulièrement frustrante. Selon eux, elle fait que les élèves qui ont des difficultés en lecture ont également très souvent des difficultés en mathématiques.

Bon nombre de répondants disent également que les résultats de l'élève dépendent dans une large mesure de l'école qu'il fréquente et de la qualité de l'enseignement qui lui est prodigué. La mise en application du programme d'études varie considérablement d'une classe à l'autre et d'une école à l'autre.

Les répondants disent qu'il existe des circonstances dans lesquelles les élèves qui n'ont pas de soutien supplémentaire à la maison sont défavorisés. Certains notent que les garçons risquent d'avoir du mal à progresser dans leur apprentissage avec les méthodes actuelles d'enseignement de la lecture et de l'écriture.

« Je trouve, en tant qu'enseignant de mathématiques et de sciences au premier cycle et au deuxième cycle du secondaire, qu'on demande aux élèves et aux enseignants de couvrir un nombre de résultats d'apprentissage plus élevé pendant l'année scolaire que ce qui est réaliste. Du coup, les enseignants sont forcés de passer à autre chose dans ces matières avant que les élèves aient eu la possibilité d'acquérir de bonnes bases. » — commentaire d'un enseignant

« Les mathématiques, la lecture et l'écriture sont cruciales. Selon moi, il n'existe pas un seul système scolaire qui puisse jamais penser qu'il a fait tout ce qu'il pouvait faire pour améliorer sa capacité d'aider les enseignants et les élèves dans leurs efforts dans ces domaines. » — commentaire d'un parent

« Tous ces énoncés sont vrais si vous faites référence aux élèves qui ont un bon soutien à la maison et dont la situation s'appuie sur un bon financement. Mais qu'en est-il des enfants qui n'ont pas accès à un ordinateur à la maison? Qu'en est-il des enfants qui arrivent à l'école sans avoir mangé de petit déjeuner ou qui ne mangent pas de repas de midi? Qu'en est-il des enfants qui ont des difficultés d'apprentissage? Ont-ils des programmes aménagés qui leur permettent de poursuivre leur scolarité avec un niveau de préparation suffisant pour le niveau scolaire suivant? »
— commentaire d'un membre de la communauté

Discussion

On parle de **pédagogie différenciée** pour décrire un enseignement où l'enseignant observe et comprend les différences et les points communs entre ses élèves et utilise ces informations pour planifier son enseignement et apporter des ajustements en fonction de différents élèves ou groupes d'élèves, de façon à ce que tous les élèves puissent faire des progrès dans leur apprentissage.

« Les enseignants sont au bout du rouleau dans leurs efforts pour toucher tout le monde, de sorte qu'aucun des élèves ne reçoit un enseignement bien ciblé sur le niveau scolaire qui lui correspond. » — commentaire d'un parent

Étant donné qu'ils disposent d'un temps limité et ont un programme d'études très dense, les enseignants sont forcés de faire des choix sur ce qu'ils peuvent enseigner dans le temps dont ils disposent. Ces choix entraînent des incohérences dans l'enseignement des compétences fondamentales d'une école à l'autre et d'une salle de classe à l'autre. Pour tenir compte de cette réalité, il faut que le programme d'études soit conçu de façon à ce que tout le monde aille de l'avant avec trois principaux objectifs : (1) mettre en évidence un nombre gérable de résultats d'apprentissage essentiels; (2) s'assurer que les enseignants disposent de ressources de grande qualité; et (3) s'assurer que les enseignants ont suivi des formations pour bien mettre en œuvre le programme d'études dans la salle de classe.

1.1 RECOMMANDATION

Simplifier le programme d'études afin de réduire le nombre de résultats d'apprentissage à tous les niveaux scolaires.

1.2 RECOMMANDATION

Élaborer un nouveau modèle de conception des programmes, qui fournit aux enseignants :

- des instructions claires sur les résultats d'apprentissage qui sont fondamentaux et sur les résultats d'apprentissage qui sont facultatifs;
- des ressources de grande qualité pour la mise en œuvre, avec des structures de soutien pour la pédagogie différenciée.

Il est indispensable de se concentrer sur la mise au point d'un programme d'études gérable, mais cela ne suffira pas. Les gens ont clairement indiqué au comité qu'il fallait avoir des attentes claires et d'un niveau élevé pour l'apprentissage des élèves, en particulier en mathématiques et en littératie. Lorsque les élèves n'acquièrent pas les bases en mathématiques et en littératie à l'élémentaire, l'impact est démultiplié dans la suite de leurs études et au-delà. Avec des programmes d'études de grande qualité à tous les niveaux scolaires et un enseignement de grande qualité dans toutes les salles de classe, on pourra nettement rehausser la barre dans le domaine de l'apprentissage des élèves.

Selon ce que les gens ont dit au comité, de nombreux domaines du programme d'études méritent d'être révisés. Étant donné l'importance d'avoir des bases solides et les inquiétudes actuelles sur les résultats des élèves en mathématiques et en littératie, le comité est d'avis qu'il faudrait

s'occuper en priorité des niveaux allant de la maternelle à la 3^e année. On a déjà entrepris la refonte du programme d'études de mathématiques. Dans les autres domaines de la maternelle à la 3^e année, il faut refondre le programme d'études afin de réduire le nombre de résultats d'apprentissage et de se concentrer sur les apprentissages les plus fondamentaux. Il faut que la refonte se concentre sur l'intégration des sciences, des sciences humaines et de la santé de manière à cibler et renforcer le développement des compétences en langue et en mathématiques. Il faut que les enseignants aient pour responsabilité d'acquérir eux-mêmes une compréhension approfondie du contenu du programme d'études, à l'aide de diverses structures de soutien (guides de préparation avec stratégies d'enseignement ayant fait leurs preuves, lignes directrices pour l'enseignement différencié et ressources pour renforcer la bonne communication avec les parents). Il faut que tous les programmes d'études soient adaptés au stade de développement et à l'âge des enfants, surtout sachant que certains élèves entament désormais leur scolarité à l'âge de quatre ans. Il faut également que tous les programmes d'études intègrent des éléments de contenu se rapportant aux Afronéoécossais, aux Mi'kmaq et aux autres cultures, afin que tous les élèves se sentent concernés et aient de meilleures chances de connaître la réussite.

1.3 RECOMMANDATION

Refondre le programme d'études du premier cycle de l'élémentaire pour qu'il se concentre principalement sur les compétences de base en mathématiques et en littératie.

L'une des tendances en Nouvelle-Écosse, en raison de l'impact de la baisse des effectifs à l'élémentaire, est que nous avons de plus en plus de salles de classe combinant plusieurs niveaux scolaires. Il faudrait inclure dans les programmes des stratégies destinées aux enseignants qui s'occupent de telles classes. Il pourrait être utile d'offrir aux enseignants qui se retrouvent de tels milieux d'apprentissage la possibilité de nouer entre eux des relations, pour qu'ils puissent échanger sur les stratégies d'enseignement qui fonctionnent bien.

Même si le comité considère qu'il faudrait s'occuper en priorité de la réforme du programme d'études au premier cycle de l'élémentaire, il est également clair que le programme d'études unique pour les écoles du premier cycle et du deuxième cycle du secondaire est à réviser. À ces niveaux, il faudrait que la réforme des programmes d'études se concentre sur la préparation des élèves à divers parcours, avec des cours sur les métiers spécialisés et la technologie et de nouveaux programmes, comme des programmes de programmation informatique, dans le domaine des professions STIM. Il faudrait aussi envisager du temps pour l'exercice

« L'école et le programme d'études sont conçus pour les apprenants doués pour la théorie, pour les élèves qui se destinent aux études universitaires. Il faut envisager d'autres programmes commençant au premier cycle du secondaire, sans attendre le deuxième cycle du secondaire, stade auquel bon nombre d'élèves sont déjà découragés ou ont abandonné le système scolaire. » — commentaire d'un enseignant du premier cycle du secondaire

physique et l'adoption d'un mode de vie sain et des possibilités pour les élèves de s'engager en tant que citoyens et d'explorer les beaux-arts et la musique. Comme les élèves ne peuvent pas choisir des options de cours avant la 10^e année, ils se retrouvent souvent dans des cours d'un niveau théorique élevé alors que ces cours ne sont pas adaptés à eux et qu'ils ne disposent que de très peu de structures de soutien. Il faut une refonte complète du programme du premier cycle du secondaire.

La loi sur l'éducation de la Nouvelle-Écosse exige des élèves de la maternelle à la 2^e année qu'ils aient chaque jour au moins 245 minutes d'enseignement. Pour tous les autres élèves, le total se situe entre 300 et 360 minutes d'enseignement par jour. Il convient de noter que la plupart des écoles se situent vers l'extrémité inférieure de l'intervalle, c'est-à-dire vers 300 minutes. À tous les niveaux scolaires, il faudrait que le ministère encourage les conseils scolaires à utiliser une plus grande partie du temps prévu dans la législation pour l'apprentissage des élèves, en particulier au premier cycle et au deuxième cycle du secondaire.

1.4 RECOMMANDATION

Réviser le programme d'études du premier cycle du secondaire afin de s'assurer qu'on offre des options motivantes et pertinentes, de façon à mieux tenir compte des besoins des élèves sur le plan de leur développement et de leurs centres d'intérêt.

1.5 RECOMMANDATION

Comblent les lacunes dans le programme d'études du premier cycle et du deuxième cycle du secondaire dans les domaines suivants : aptitudes à la vie quotidienne; compétences financières de base; sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) ou technologies de l'information et de la communication (TIC); éducation physique; arts; musique; engagement citoyen; et d'autres domaines encore.

Enfin, on ne peut pas achever cette section sur le programme d'études sans faire un commentaire sur le développement rapide des technologies dans les écoles et dans la société dans son ensemble. Lors des consultations publiques, les Néoécossais ont exprimé des avis mitigés sur la technologie dans les écoles : certains trouvent qu'il y en a trop, d'autres pas assez. Mais tout le monde s'entend pour dire que la technologie a le potentiel de changer fondamentalement l'approche utilisée pour offrir le programme d'études. La technologie peut aussi changer l'approche utilisée par les élèves quand ils se livrent à leur apprentissage et peut être un outil puissant pour faire passer des idées complexes aux élèves même quand ceux-ci ont divers styles d'apprentissage.

La technologie peut être tout particulièrement utile pour les communautés rurales de la Nouvelle-Écosse. Bon nombre de communautés rurales ont de la difficulté à accéder à certains cours ou éléments de contenu spécifiques et les cours offerts varient considérablement d'une école à l'autre. La technologie offre la possibilité de permettre aux élèves néoécossais en milieu rural de suivre un programme d'études spécialisé, grâce à l'apprentissage en ligne.

1.6 RECOMMANDATION

Concevoir une stratégie d'utilisation des technologies de l'éducation pour favoriser l'apprentissage de tous les élèves néoécossais et améliorer leur accès aux cours spécialisés.

Thème n° 2

Favoriser un enseignement de grande qualité dans toutes les salles de classe

Ce qu'on nous a dit

« [Notre école] a des enseignants fantastiques. Ils permettent à tous les élèves de connaître la réussite. Ils font de leur mieux avec les outils dont ils disposent. Félicitations à la direction, aux enseignants et au personnel! » — commentaire d'un parent

D'après ce que les gens ont dit au comité, les enseignants et les autres membres du personnel des écoles constituent le fondement même du système scolaire public. La principale force du système, selon les résultats du sondage, ce sont les nombreux employés dévoués et hautement compétents qui travaillent dans nos écoles. Les répondants s'entendent généralement pour dire que la plupart des enseignants sont bien qualifiés, attentifs aux besoins individuels des élèves et capables d'offrir un soutien supplémentaire si nécessaire. Comme le dit un des parents, « [...] ils savent faire preuve d'inventivité, ils sont attentifs et ils savent offrir un enseignement différencié ».

Les gens s'entendent également pour dire que, de façon générale, bon nombre d'élèves bénéficient d'un très bon enseignement dans leur classe. Certains répondants mentionnent cependant qu'il y a des fissures dans la fondation :

- Dans certaines salles de classe, l'enseignement n'est pas bon.
- Le niveau de motivation des élèves est généralement faible, en particulier au premier et au deuxième cycle du secondaire.
- Bon nombre d'enseignants ont de la difficulté, en raison de la complexité des besoins des élèves dans la salle de classe : on leur demande souvent plus que ce qu'ils ont le temps de faire.
- Il y a souvent un décalage entre les qualifications des enseignants et les tâches qui leur sont attribuées.
- Les administrateurs et les conseils scolaires ne prennent pas de mesures appropriées quand on les informe de problèmes dans l'enseignement.

Les Néoécossais sont convaincus qu'il y a deux domaines dans lesquels il est crucial d'apporter des améliorations pour créer les conditions qui permettront d'offrir un enseignement et un apprentissage de grande qualité dans *toutes* les salles de classe :

1. soutenir la qualité dans l'enseignement et dans l'apprentissage
2. améliorer la gestion du personnel dans le système.

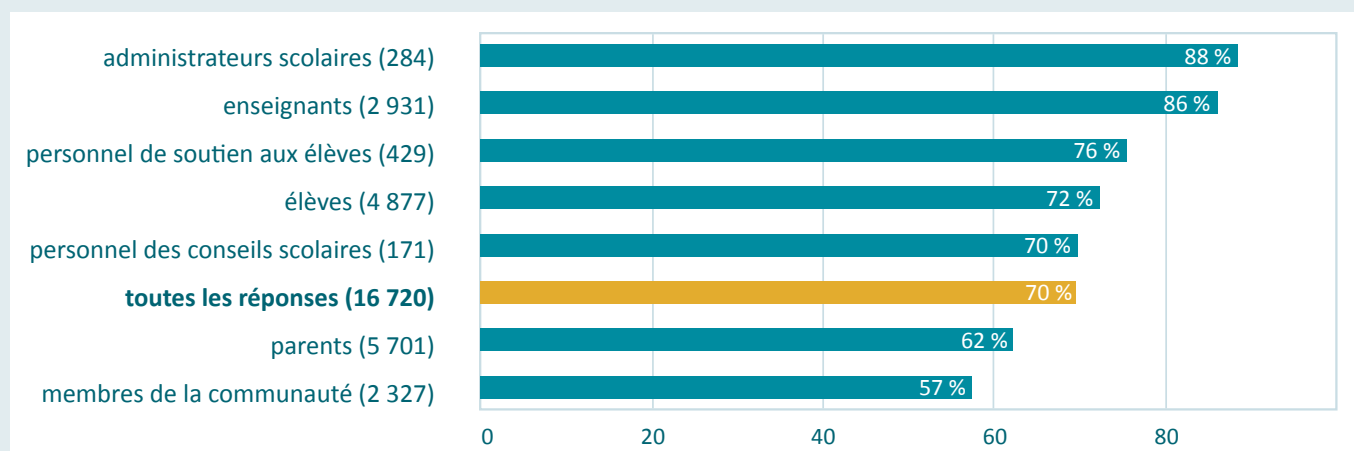
Soutenir la qualité dans l'enseignement et dans l'apprentissage

Dans l'ensemble, 70 p. 100 environ des répondants s'entendent pour dire que les élèves bénéficient d'un très bon enseignement dans leur classe. Mais on note certaines différences importantes : le pourcentage de parents et de membres de la communauté qui attribuent une note positive à l'enseignement est de 20 p. 100 moins élevé que chez les éducateurs (voir figure 11). Dans l'ensemble, les suggestions et commentaires recueillis par le comité mettent en relief des problèmes de qualité de l'enseignement, qu'il faut régler.

Pour améliorer la qualité de l'enseignement, les Néoécossais font les suggestions suivantes :

- offrir aux élèves un enseignement concret, pertinent et interactif;
- mettre les élèves au défi de faire de leur mieux;
- faire preuve de respect vis-à-vis des élèves;
- s'assurer qu'il y a compatibilité entre les qualifications de l'enseignant, les matières qu'il maîtrise et les matières qui lui sont attribuées, en donnant la priorité aux domaines faisant intervenir les mathématiques et la littératie;
- utiliser des critères autres que l'ancienneté quand on prend des décisions de changement d'affectation pour les enseignants au sein des écoles et entre les écoles;
- s'assurer que chaque enseignant a suivi la préparation professionnelle nécessaire pour pouvoir mettre en œuvre le nouveau programme d'études et surveiller cette mise en œuvre pour s'assurer qu'elle se fait de façon cohérente dans les différentes salles de classe et dans les différentes écoles.

FIGURE 11 • « Les élèves bénéficient d'un très bon enseignement dans la salle de classe », pourcentage d'accord selon le groupe (n = 16 720)



Du point de vue des éducateurs, la qualité de l'enseignement est affectée par de nombreuses forces à l'intérieur et en dehors de la salle de classe. Les données du sondage, les courriels et les autres communications que nous avons reçus par écrit indiquent clairement que bon nombre d'enseignants trouvent qu'il est difficile d'être le type d'enseignant qu'ils aimeraient être :

- La charge de travail des enseignants est trop élevée et la paperasse et les attentes sans rapport avec ce qui se fait en salle de classe empiètent sur le temps qu'ils peuvent consacrer au travail direct auprès des élèves.
- Il y a trop d'interruptions dans la salle de classe, en particulier en raison des comportements perturbateurs des élèves.
- Il y a trop de nouvelles initiatives lancées par le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance sans consultation ni soutien pour la mise en œuvre.
- La standardisation du système n'accorde pas aux enseignants l'autonomie dont ils ont besoin pour personnaliser leur enseignement en fonction des besoins de la classe.
- Le programme d'études comprend un nombre trop élevé de résultats d'apprentissage et ne s'appuie pas sur un niveau approprié de ressources et d'activités de perfectionnement professionnel pour assurer sa bonne mise en œuvre.

« Je suis convaincu que les enseignants ont la préparation nécessaire pour pouvoir répondre aux besoins de la plupart des élèves. Mais on voit de plus en plus d'élèves dans nos classes qui ont des besoins spéciaux. Si on ne nous apporte pas une aide suffisante, l'offre d'un enseignement de qualité est difficile. »

— commentaire d'un enseignant

Il ne fait aucun doute que la plus grande difficulté mentionnée quand on veut prodiguer un enseignement de grande qualité, c'est la composition des classes. On demande aux enseignants de travailler auprès d'un trop grand nombre d'élèves ayant des besoins complexes, avec trop peu de structures de soutien. Aujourd'hui, les enseignants travaillent auprès d'élèves chez qui on a mis en évidence des besoins scolaires et physiques spéciaux, d'élèves ayant des difficultés en santé mentale et d'élèves ayant des problèmes de comportement. Les besoins sur le plan de l'apprentissage couvrent tout un éventail, depuis les élèves qui ont des difficultés et ont besoin d'une aide supplémentaire jusqu'aux élèves qui ont un excellent niveau et pourraient profiter d'activités d'enrichissement.

Les répondants sont fermement convaincus que les salles de classe d'aujourd'hui sont beaucoup plus complexes et ce, pour de nombreuses raisons différentes :

- Avec un seul programme d'études standardisé pour tous, il est difficile pour les enseignants de prendre en compte les besoins des élèves.
- La promotion automatique (voir page 37) a pour conséquence qu'il existe de grands écarts entre les élèves d'une seule et même classe sur le plan des compétences fondamentales, comme les compétences en lecture et la maîtrise des opérations de base en mathématiques.

- Les problèmes de comportement perturbent fréquemment l'apprentissage.
- Il existe trop peu de structures de soutien pour les élèves chez qui on a mis en évidence des besoins spéciaux (voir aussi page 46).
- On s'attend à ce que les enseignants répondent à des besoins chez les élèves qui sont plus complexes qu'ils ne l'étaient pas le passé, avec un nombre croissant d'adaptations et de plans de programme individualisés.

Tous ces facteurs ont un impact important sur la capacité qu'ont les enseignants de prodiguer un enseignement conforme aux normes auxquelles ils sont attachés, pour eux-mêmes et pour leurs élèves.

Améliorer la gestion du personnel dans le système

La fréquence des commentaires sur la formation initiale des enseignants (c'est-à-dire les programmes de baccalauréat en éducation) est relativement faible dans les données recueillies, mais bon nombre des commentaires sur la qualité de l'enseignement ont conduit le comité à réfléchir au rôle important que joue la préparation initiale du personnel enseignant pour ce qui est de prendre en compte les différents problèmes notés ci-dessus. Pour bon nombre de répondants, il faut que le système (c'est-à-dire les universités, les conseils scolaires et le ministère) établisse des exigences plus élevées concernant les connaissances, les compétences et l'expérience que les nouveaux enseignants doivent posséder à leur arrivée dans la salle de classe. Ainsi, il faut que les enseignants que nous formons, auxquels nous attribuons un certificat d'aptitude à l'enseignement et que nous embauchons :

- se passionnent pour l'enseignement;
- possèdent de solides compétences en littératie et en mathématiques;
- détiennent des qualifications se rapportant aux matières enseignées et sachent comment susciter l'intérêt des élèves dans les matières qu'ils enseignent;
- comprennent comment différencier leur pédagogie en fonction des différents styles d'apprentissage des élèves et pour les élèves qui ont des besoins spéciaux;
- tiennent compte de la diversité culturelle des élèves fréquentant les écoles de la province.

Les répondants sont généralement d'accord pour dire que le perfectionnement professionnel (PP) est un outil susceptible de profiter à la fois aux enseignants et aux élèves. Pour garantir cela, cependant, il faut

« Il faut se débarrasser des enseignants qui ne sont pas motivés ou font un mauvais travail. Il semble qu'il n'y ait aucune responsabilisation dans la gestion du travail des enseignants [...]. On se contente d'accepter la situation, ce qui est inacceptable. D'après l'expérience de ma propre famille, certains enseignants sont d'EXCELLENTS pédagogues et nous leur en sommes très reconnaissants. » — commentaire d'un parent

que la province et les conseils scolaires établissent des normes plus strictes concernant l'utilisation des ressources et l'approche adoptée pour le PP. Lorsque le PP est lié à la possibilité d'obtenir une revalorisation du permis d'enseigner ou du salaire de l'enseignant, par exemple, il faudrait qu'il respecte une série de critères garantissant que les élèves de la Nouvelle-Écosse en profiteront. Ces critères devraient inclure : la pertinence par rapport à l'affectation actuelle ou à venir de l'enseignant; la manière la plus efficace et la plus pertinente d'offrir le PP; et le respect de normes de qualité établies par la province.

Les données recueillies indiquent clairement que les répondants sont favorables à la formation continue des enseignants, mais bon nombre de parents et de membres de la communauté expriment des inquiétudes concernant le calendrier des sessions de PP. Certains trouvent qu'il y a trop de journées de PP pendant l'année scolaire et trop d'interruptions de l'apprentissage lorsque les enseignants suivent des sessions de PP en dehors des journées prévues pour le PP dans le système. Au lieu du calendrier actuel de journées de PP, selon certains répondants, on pourrait améliorer la qualité du PP et minimiser l'impact sur le temps consacré à l'apprentissage si les enseignants utilisaient les journées où les écoles sont fermées en raison des intempéries et si on prévoyait des blocs de temps plus long pendant les périodes où il n'y a pas école, par exemple pendant les vacances d'été.

Enfin, les Néoécossais qui ont fait part de leur point de vue au comité trouvent qu'il faut que le système gère bien mieux les situations où le travail de l'enseignant est de mauvaise qualité. Ils souhaitent que la province élabore un nouveau système de gestion qui responsabilise les enseignants vis-à-vis de la qualité de l'enseignement prodigué aux élèves et de l'apprentissage qui a lieu, tout en accordant une certaine souplesse au niveau de la salle de classe.

Discussion

De l'avis du comité, il est important de valider ce que les éducateurs nous disent : les salles de classe d'aujourd'hui sont beaucoup plus complexes et exigent que nous réévaluions le soutien qui leur est accordé pour assurer un enseignement et un apprentissage de bonne qualité. Nous sommes également fermement convaincus que l'offre d'un enseignement de grande qualité ne souffre aucun compromis. Pour créer les conditions dans lesquels l'enseignement prodigué sera de grande qualité, il faut ménager un équilibre entre la responsabilisation des enseignants et le soutien qui leur est offert. Il faut que la province fixe des normes de qualité pour l'enseignement et crée, en collaboration avec ses partenaires du secteur éducatif, des structures pertinentes pour aider les enseignants à développer leurs compétences

aux différents stades de leur carrière. Il est indispensable d'associer ce soutien à la responsabilité professionnelle qu'ont les enseignants d'utiliser les méthodes pédagogiques les plus pertinentes et d'assurer un bon apprentissage dans la salle de classe.

La formation initiale des enseignants se fait dans le cadre des programmes de baccalauréat en éducation (B.Ed.) auxquels les futurs enseignants s'inscrivent après avoir obtenu un diplôme de premier cycle universitaire. Il est crucial que les programmes de B.Ed. établissent une base solide pour un enseignement de qualité, en imposant des critères rigoureux à l'admission, comme ceux qui sont évoqués ci-dessus, en s'assurant que le programme d'études du B.Ed. est pertinent par rapport à l'enseignement tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, en décernant des diplômes aux enseignants dans les domaines où la demande est forte et en combinant bien à la fois la théorie de l'éducation et la pratique de l'enseignement, en particulier dans le domaine de l'enseignement différencié. Il est crucial que les futurs enseignants acquièrent des compétences en gestion de classe et de solides aptitudes à l'application des méthodes pédagogiques les plus pertinentes.

2.1 RECOMMANDATION

Établir des critères communs et stricts pour l'admission aux programmes de formation à l'enseignement (B.Ed.), concernant la maîtrise de la théorie, l'aptitude à l'enseignement et la conformité aux besoins du marché du travail en Nouvelle-Écosse.

2.2 RECOMMANDATION

Examiner le contenu et le déroulement des programmes de formation à l'enseignement et prendre des mesures pour garantir les choses suivantes :

- a. Les candidats à l'enseignement sont bien préparés aux réalités de la salle de classe d'aujourd'hui et à l'éventail des besoins des élèves.
- b. Les diplômés possèdent les connaissances et les compétences nécessaires pour appliquer les méthodes pédagogiques les plus pertinentes dans la salle de classe.

Le comité s'inquiète du fait que les pratiques actuelles d'embauche et de placement font qu'il est difficile pour les enseignants de connaître la réussite. En raison de la complexité des pratiques d'embauche établies dans le cadre des conventions collectives et du fait que le nombre d'enseignants se lançant dans la profession est supérieur à ce que le marché du travail est en mesure d'absorber, les nouveaux enseignants ont souvent du mal à trouver un emploi stable. Après cinq ans, en moyenne, un quart

seulement des candidats admissibles ont un poste permanent. Une fois qu'ils sont embauchés, les allocations d'ancienneté liées aux changements d'affectation et d'autres considérations font souvent qu'on exige d'un trop grand nombre de nouveaux enseignants qu'ils changent tous les ans d'école et de poste. Ceci fait aussi qu'il est difficile pour les enseignants débutants de se constituer un réseau professionnel de soutien, alors que cela est très important. La Nouvelle-Écosse risque de perdre une riche réserve de ressources humaines si elle ne parvient pas à éliminer les obstacles dans l'embauche et à l'installation dans la profession, comme la pratique consistant à embaucher des enseignants à la retraite pour la suppléance et pour pourvoir aux postes à durée déterminée.

2.3 RECOMMANDATION

Améliorer les processus d'embauche et d'installation afin d'offrir aux enseignants qui sont nouveaux dans le système des possibilités d'emploi (suppléances et emplois de longue durée), d'offrir une plus grande stabilité dans les affectations annuelles pour les nouvelles embauches et d'appliquer un programme équitable et rigoureux d'évaluation du travail lors de la période probatoire.

Pour offrir un enseignement de bonne qualité dans toutes les salles de classe, il faut que les conseils scolaires s'assurent qu'il existe un haut niveau de compatibilité entre les qualifications des enseignants et leur affectation. Il y a encore aujourd'hui trop de salles de classe dans lesquelles cette compatibilité est à améliorer. Le comité est conscient du fait que la question de la compatibilité entre la formation et l'emploi a été examinée par un groupe composé de divers partenaires du système éducatif et que ce groupe a fait des recommandations en vue d'améliorer la compatibilité entre le contenu théorique étudié par les enseignants et les cours qu'ils enseignent⁸. Il convient, dans la mesure du possible, de s'efforcer d'éliminer tout obstacle empêchant la mise en œuvre rapide des recommandations faites par ce groupe de partenaires du système éducatif.

2.4 RECOMMANDATION

S'assurer que tous les enseignants ont les qualifications correspondant à leur affectation actuelle ou prévue.

Il est nécessaire d'écouter attentivement les nombreux enseignants — aussi bien les nouveaux enseignants que les enseignants expérimentés — qui disent qu'ils ont du mal à être l'enseignant qu'ils aimeraient être. Le comité aborde ce problème dans les recommandations sous les thèmes 1

(programme d'études), 4 (intégration) et 5 (climat dans l'école), mais tient à répéter ici qu'il faut que la province réduise le risque d'épuisement chez les enseignants en prenant des mesures immédiates :

- s'assurer que les attentes du programme d'études sont claires et réalistes (c'est-à-dire que les enseignants ont le temps dont ils ont besoin pour prodiguer un bon enseignement);
- entourer les élèves de plus de structures de soutien offertes par l'ensemble des secteurs (ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, ministère de la Santé et du Mieux-être, ministère des Services communautaires, ministère de la Justice, etc.);
- s'assurer que les directions des écoles sont en mesure de réagir rapidement lorsqu'un enseignant éprouve des difficultés en raison de perturbations dans l'apprentissage ou pour répondre à tout l'éventail des besoins des élèves (scolaires, socioaffectifs, etc.) dans sa salle de classe;
- créer dans les écoles partout dans la province une culture distinguant et célébrant l'excellence de l'enseignement.

Avec une meilleure approche du perfectionnement professionnel, on contribuera également à améliorer la qualité de l'enseignement dans la province. Le comité sait que les enseignants participent régulièrement à des sessions de perfectionnement professionnel, mais trouve qu'il est possible qu'on ne prête pas suffisamment attention à la concordance entre cet apprentissage et les besoins des élèves dans le système scolaire. Depuis l'an 2000, chaque enseignant titulaire d'un contrat probatoire ou permanent a l'obligation de faire 100 heures de perfectionnement professionnel tous les cinq ans⁹. Dans ce total, on compte les journées de formation en milieu de travail prévues pendant l'année scolaire et la participation des enseignants aux ateliers et colloques professionnels, que ce soit avec l'appui du conseil scolaire ou dans le cadre d'activités financées par les enseignants eux-mêmes. En outre, les enseignants peuvent se livrer à des activités de développement professionnel qui débouchent sur une revalorisation de leur permis d'enseigner. Dans tous les cas où le perfectionnement professionnel — formation en milieu de travail ou développement professionnel — est financé par le conseil scolaire, il faut que les activités soient toutes justifiées par leur pertinence par rapport aux compétences et connaissances exigées en salle de classe.

2.5 RECOMMANDATION

Élaborer une stratégie professionnelle pour l'attribution des certificats d'aptitude à l'enseignement et le perfectionnement professionnel, afin de garantir les choses suivantes :

- a. Tous les enseignants font un nombre minimum d'heures de perfectionnement professionnel et ce PP est étroitement lié à leur affectation actuelle ou prévue.
- b. Les enseignants disposent de possibilités de PP qui les aident et sont directement liées aux exigences de leur emploi.
- c. Les critères d'attribution du certificat d'aptitude à l'enseignement sont conçus en vue de répondre aux besoins du système et des élèves. Le classement initial de l'enseignant, l'avancement dans les échelons et les augmentations de salaire doivent être liés aux exigences du système et dépendre de la qualité du travail dans l'affectation.

Pour parvenir à un bon équilibre entre responsabilisation et soutien, nous recommandons aussi vivement au gouvernement de créer un système *provincial* de gestion du travail des enseignants, qui exigerait des évaluations obligatoires de leur travail. Les processus d'évaluation du travail des enseignants pourraient déboucher sur des prix d'excellence, des plans de perfectionnement et d'épanouissement professionnel ou le repérage des membres du personnel (enseignants, directions d'école et personnel de soutien) qui ne répondent pas aux exigences de leur poste.

2.6 RECOMMANDATION

Mettre en place un système provincial de gestion du travail des enseignants qui distingue l'excellence dans l'ensemble, favorise l'épanouissement professionnel et permet aux conseils scolaires de limoger les enseignants quand la mauvaise qualité de leur travail le justifie.

À l'heure actuelle, le personnel du secteur éducatif est géré dans le cadre d'un système où bon nombre de membres du personnel de supervision (directions des écoles, conseillers pédagogiques, administrateurs et directions générales des conseils scolaires) sont membres du même syndicat que les enseignants. L'efficacité d'un système de gestion du personnel, quel qu'il soit, dépend en dernière analyse de la compétence individuelle des gestionnaires. Le constat du comité est cependant que, dans le monde des relations de travail, le fait que le personnel de supervision fait partie de la même unité de négociation que les employés est quelque chose d'inhabituel.

Il serait préférable de gérer le système en s'appuyant sur un modèle dans lequel les responsables de la supervision ne sont pas des membres actifs du même syndicat que les enseignants. Ceci déboucherait sur une approche plus structurée des questions d'embauche, d'affectation, de perfectionnement professionnel et de gestion du personnel.

2.7 RECOMMANDATION

S'interroger sur la question de savoir si les responsables de la supervision — directions des écoles, conseillers pédagogiques, administrateurs et directions générales des conseils scolaires — devraient être membres du même syndicat que les enseignants.

Thème n° 3

Préparer les élèves d'aujourd'hui aux débouchés qui se présenteront à eux à l'avenir

Ce qu'on nous a dit

Le mandat du comité se concentrait principalement sur le système scolaire public, mais les répondants ont également fait des commentaires sur le fait qu'il faudrait davantage aider les élèves lors des transitions à l'entrée et à la sortie du système scolaire et entre les niveaux scolaires.

Transition à l'entrée dans le système scolaire

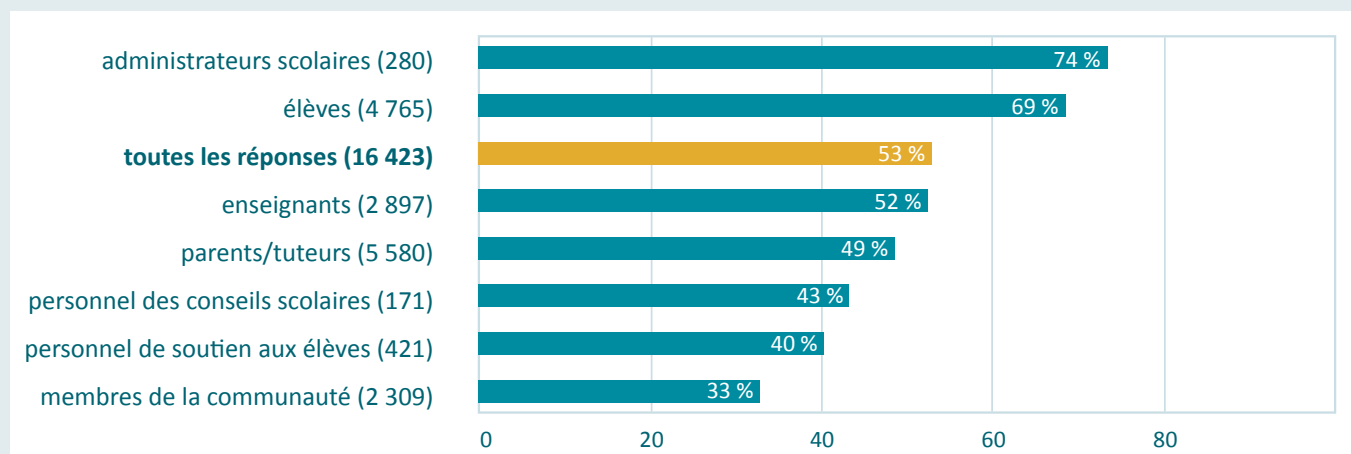
« Dans de nombreux cas, le programme d'études ne tient pas compte du stade de développement de l'enfant, surtout depuis qu'on a abaissé l'âge minimum d'entrée dans le système scolaire. »

— commentaire d'un enseignant

Les commentaires sur cette question relèvent le changement en 2008 de l'âge de début de la scolarité. Le fait de faire passer la date du 30 septembre au 30 décembre signifie qu'on a un plus grand nombre d'enfants âgés de moins de cinq ans qui arrivent en maternelle¹⁰. Les répondants notent qu'on n'a toujours pas réglé le problème de la révision du programme d'études pour le rendre compatible avec le stade de développement auquel se situent les enfants plus jeunes.

Les organismes œuvrant auprès des enfants d'âge préscolaire signalent également au comité la nécessité de renforcer l'accès aux dispositifs de dépistage préventif des problèmes de développement. Ils notent qu'il est important d'avoir des programmes d'intervention préventive pour mieux soutenir les jeunes enfants et leur famille et pour faciliter la transition au début de la scolarité.

FIGURE 12 • « Les élèves sont bien préparés au passage au niveau de scolarisation suivant », pourcentage d'accord selon le groupe (n = 16 423)



Transitions entre les niveaux scolaires (mat. – 12^e)

« Promotion automatique »

Le comité a reçu plusieurs commentaires sur ce que bon nombre de Néoécossais appellent la « promotion automatique », c'est-à-dire la pratique consistant à faire passer chaque année tous les élèves au niveau scolaire suivant avec leurs camarades, sans aucun redoublement. Les gens sont nombreux à trouver que les élèves passent au niveau scolaire supérieur avant d'être prêts sur le plan scolaire (voir figure 12 à la page précédente).

Du point de vue de bon nombre des personnes ayant fait des commentaires à ce sujet, il y a trop d'élèves de l'élémentaire (mat. – 6^e) qui passent au niveau scolaire supérieur avant d'avoir maîtrisé des résultats d'apprentissage cruciaux en lecture, en écriture et en mathématiques. Cette pratique a pour conséquence la création d'un écart entre les élèves qui possèdent de bonnes bases pour l'apprentissage et ceux qui n'en possèdent pas. Cet écart peut sembler petit à l'élémentaire, mais il s'agrandit nettement au fil du temps, de sorte que les élèves ont un véritable handicap dans leurs cours du premier cycle du secondaire et du deuxième cycle du secondaire.

Bon nombre de parents et de membres de la communauté disent qu'ils ont du mal à comprendre pourquoi on fait passer un élève au niveau scolaire supérieur avec ses camarades quand il a de la difficulté à maîtriser les résultats d'apprentissage. À leur avis, ce sont uniquement les résultats scolaires qui devraient déterminer si l'élève peut passer au niveau scolaire supérieur ou non. Sinon, on a l'impression que les écoles « poussent » les élèves au niveau supérieur au lieu de tenir véritablement compte de leurs besoins.

Certains enseignants sont également frustrés par cette volonté de faire passer tous les élèves au niveau supérieur avec leurs camarades. De même que le personnel de soutien aux élèves et certains parents, les enseignants notent que les élèves n'effectuent pas tous leur apprentissage à la même cadence; il faudrait donc que les enseignants puissent recommander le redoublement, sans interférence de la direction de l'école ou des parents, si l'élève n'est pas prêt à passer au niveau supérieur.

Filières au secondaire

Certains font des commentaires sur la nécessité d'améliorer l'accès aux différentes filières disponibles au secondaire. Globalement, la plupart des répondants (73 p. 100) sont d'accord avec l'idée que les élèves du secondaire ont les bonnes options à leur disposition. Sur l'ensemble des groupes, ce sont les élèves eux-mêmes qui répondent de la façon la plus

« Il faut que le système éducatif continue de se concentrer sur l'ÉDUCATION et non sur les parents et cela signifie qu'il faut évaluer les enfants et les faire passer au niveau supérieur s'ils le méritent, au lieu de continuer à faire passer automatiquement tout le monde. » — commentaire d'un parent

« Si les élèves échouent, cela signifie que l'enseignant a échoué. Si les élèves n'échouent pas, cela signifie que le système a échoué. Même si les recherches indiquent que le fait de faire échouer les élèves n'aide pas, le fait de les forcer à passer au niveau scolaire supérieur n'aide pas non plus. » — commentaire d'un enseignant

L'École virtuelle de la Nouvelle-Écosse (EVNE) offre des cours en ligne aux élèves dans le cadre de leur programme global. Les élèves sont attirés par ces cours parce qu'ils offrent des options qui ne sont pas disponibles dans leur école secondaire ou parce qu'ils ne sont pas disponibles à un moment compatible avec leur plan d'apprentissage.

positive à cette question (85 p. 100). Il y a cependant certaines nuances importantes à signaler dans ces données :

- Si l'élève prévoit faire des études universitaires après la 12^e année, il dispose d'un éventail complet d'options, mais l'accès aux cours varie considérablement d'une école à l'autre. À titre d'exemple, les élèves des écoles secondaires de petite taille ne sont pas nécessairement en mesure de s'inscrire à des cours dans toutes les matières dont ils ont besoin et risquent de trouver que les cours virtuels ne sont pas une solution équitable, parce que certains d'entre eux ont du mal à effectuer leur apprentissage dans de tels cours.
- Si un élève prévoit s'inscrire au collège communautaire ou à un programme de formation en apprentissage après la 12^e année, il peut faire une demande d'inscription au programme d'éducation coopérative, au programme « Options et opportunités » (O₂) ou à des programmes sur les métiers spécialisés. Le comité a reçu des commentaires contenant de grandes louanges pour tous ces programmes. Ici encore, cependant, les répondants disent que l'accès à ces programmes pose problème, parce que les effectifs sont limités et que les programmes ne sont pas disponibles dans toutes les écoles. De plus, lorsqu'un élève est déjà inscrit à un autre programme (par exemple, programme d'immersion française ou programme de musique), il se peut qu'il soit impossible pour lui de participer également à ces programmes, en raison de conflits d'emploi du temps.

Les années du secondaire représentent une période cruciale pour les élèves quand on songe aux transitions vers l'enseignement supérieur et le monde du travail. Les gens qui ont écrit au comité ou répondu au sondage ne sont pas tous d'accord sur la capacité qu'ont les programmes du secondaire de répondre à ces besoins. Certains répondants trouvent que les écoles secondaires se concentrent trop sur la préparation des élèves aux études universitaires, tandis que d'autres disent qu'on consacre trop de ressources à la préparation des élèves aux métiers spécialisés et au monde du travail. On note une petite minorité de répondants qui disent que les écoles devraient être capables de se bien concentrer à la fois sur les deux, en soutenant différentes filières.

Préparer l'avenir

De nos jours, les écoles sont considérées comme d'importantes sources de conseils pour les élèves lorsqu'ils doivent prendre des décisions sur leur avenir après l'école secondaire. Il semble cependant que l'approche actuelle pour offrir de tels conseils ne fonctionne pas bien. Sur les 13 000 Néoécossais ayant fait des commentaires à ce sujet, 53 p. 100 seulement sont d'accord avec l'idée que les élèves reçoivent le soutien dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées sur leur avenir. Dans ce groupe de répondants, ce sont les parents qui sont *le plus* en désaccord, surtout s'ils sont parents d'étudiants fréquentant une université ou un collège communautaire.

Il semble y avoir divers obstacles empêchant les élèves de recevoir le soutien dont ils ont besoin :

- Les conseillers d'orientation n'ont pas assez de temps pour rencontrer les élèves individuellement. Ils sont tiraillés entre un trop grand nombre de priorités différentes (conseils personnels, problèmes de comportement, carrière et vie, etc.) et, dans certaines écoles, le nombre de conseillers d'orientation est trop faible par rapport à l'effectif d'élèves.
- Bon nombre de conseillers d'orientation ont une formation et des informations qui ne sont pas à jour pour aider les élèves dans leur prise de décisions et, du coup :
 - leurs conseils ont tendance à se limiter aux programmes universitaires traditionnels;
 - leurs conseils sur les programmes et les critères d'admission ne sont pas toujours exacts;
 - il y a un manque d'informations sur les tendances actuelles dans la population active.
- Les conseils pour la planification des cours sont parfois de nature trop générique. Les élèves aimeraient que les conseillers d'orientation prennent plus de temps pour s'informer sur leurs compétences et aptitudes.
- On a l'impression que certains enseignants et conseillers d'orientation ont des préjugés, considérant que tous les élèves du secondaire ont pour but de faire des études universitaires, et qu'ils ne font pas assez d'efforts pour contrer la stigmatisation des autres options d'orientation.

Certains éducateurs, même s'ils sont moins nombreux, disent également que les conseillers d'orientation sont parfois disponibles pour offrir des conseils, mais ne peuvent pas obliger les élèves et leur famille à les suivre.

Le Programme global en orientation scolaire et en counselling est conçu en vue de répondre aux besoins des élèves sur le plan personnel, social et éducatif et en orientation à tous les niveaux scolaires dans le système scolaire public. Ce programme prévoit la combinaison des services d'orientation et des services de counselling dans un modèle global conçu en vue de répondre aux besoins des élèves. Au total, 144 écoles de la province disposent aujourd'hui de ce programme, dont 82 écoles élémentaires.

Préparation à la vie après l'école secondaire

« Nous préparons nos élèves à répondre aux exigences des cours du postsecondaire, mais nous ne les préparons pas suffisamment à la vie non scolaire après la fin du secondaire. » — commentaire d'un enseignant

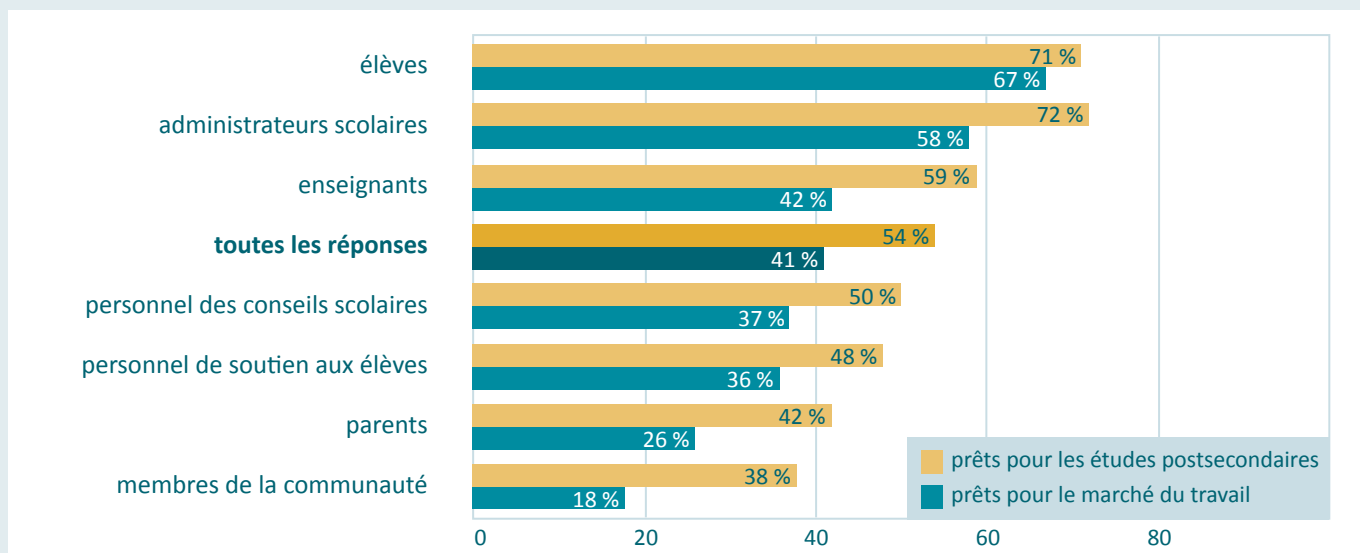
Le comité est frappé par le nombre élevé de gens qui trouvent que les élèves ne sont pas prêts à entrer dans le marché du travail ou à se lancer dans des études postsecondaires à l'obtention de leur diplôme au secondaire. À l'exception des élèves eux-mêmes — qui sont généralement plus optimistes concernant leur niveau de préparation à la vie après l'école secondaire —, la plupart des groupes trouvent que les élèves ne sont pas aussi bien préparés qu'ils devraient l'être, en particulier à l'entrée dans le marché du travail (voir figure 13).

Bon nombre de répondants disent que les jeunes adultes n'ont pas les compétences nécessaires pour se lancer dans le marché du travail (compter la monnaie, communiquer avec le public, rédiger son *curriculum vitae*, etc.) ou dans des études postsecondaires (faire des recherches, produire une rédaction, utiliser des compétences en pensée critique, etc.). Bon nombre de gens déplorent également le fait qu'il y a beaucoup de jeunes qui n'ont pas le sens des responsabilités en matière d'assiduité et de respect des échéances ou quand il s'agit de faire un effort ou de résoudre des problèmes par eux-mêmes au travail.

Bon nombre de parents et de membres de la communauté expriment des inquiétudes concernant le grand nombre d'élèves qui ont des difficultés —

FIGURE 13 • Pourcentage d'accord avec les deux énoncés :

- « Les élèves sont bien préparés aux études à l'université ou au collège. »
- « Les élèves sont bien préparés au marché du travail. »



et qui souvent abandonnent — lors de leur première année d'université parce qu'ils ne se sentent pas bien préparés. Les étudiants expriment eux aussi des inquiétudes concernant leur niveau de préparation aux études universitaires, en soulignant qu'ils auraient aimé qu'on soit plus exigeants avec eux au secondaire, pour qu'ils soient mieux préparés aux attentes d'un niveau plus élevé et pour qu'ils puissent faire face à la concurrence de leurs homologues des autres provinces.

Bon nombre de Néoécossais veulent que les écoles prodiguent un meilleur enseignement, afin que les élèves aient des compétences pour la vie après l'école. Les répondants demandent que les écoles responsabilisent davantage les élèves par rapport aux attentes auxquelles ils seront confrontés dans le monde réel : exigence d'un travail de grande qualité, résolution de problèmes, respect des horaires, remise des travaux dans les délais accordés, courtoisie et respect, etc. Bon nombre de gens veulent également que les écoles aident les élèves à acquérir des compétences importantes dans la vie quotidienne : compétences financières de base (gestion d'un budget, déclaration d'impôts, négociation d'un prêt ou d'une hypothèque, etc.), préparation au monde du travail (compétences pour les entretiens d'embauche, rédaction d'un *curriculum vitae*, etc.), alimentation et forme physique, gestion du stress, engagement citoyen (voter, faire du bénévolat, etc.) et sensibilisation à l'environnement.

« Au secondaire, il est important de mettre l'accent sur d'autres choses en plus du savoir. Les habitudes de travail sont également très importantes, mais les enseignants n'ont pas le droit d'enlever de points quand l'élève remet ses travaux en retard, etc. Nous ne cherchons pas à responsabiliser les élèves. » — commentaire d'un membre de la communauté

« J'ai entamé mes études universitaires directement après l'école secondaire et je n'étais pas du tout préparé à ce qui m'est arrivé. » — commentaire d'un élève

« Le fossé entre l'école secondaire et les études postsecondaires reste énorme. Je pense qu'il faut que les écoles et ces établissements collaborent afin de combler ce fossé. L'éducation coopérative est quelque chose d'énorme! [Elle] m'a vraiment aidé à acquérir des compétences pour l'emploi. Quelle que soit la qualité des études, nous vivons à une époque où il est très difficile de se lancer dans le marché du travail. Les élèves ont besoin de solides bases en mathématiques, en sciences et en technologie. Mais il leur faut également des compétences non scientifiques, en rédaction, par exemple. Sinon, ils n'arriveront pas à bien fonctionner. » — commentaire d'un membre de la communauté

« Il faut enseigner aux élèves plus de choses ancrées dans la vie réelle à l'école. C'est bien beau de connaître le théorème de Pythagore, mais malheureusement, les élèves, même quand ils ont une moyenne de 95 p. 100 à la fin de leurs études secondaires, n'ont AUCUNE idée de ce qu'il faut faire pour demander un prêt, acheter une voiture, remplir sa déclaration d'impôts, louer un appartement, etc. » — commentaire d'un élève

Discussion

Dans ses discussions des derniers mois, le comité a adopté un point de vue holistique sur l'éducation, qui englobe l'apprentissage depuis le niveau préscolaire jusqu'à l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires et au-delà. Cela signifie que, même si l'éducation de la petite enfance ne relevait pas de notre mandat, nous estimons qu'il est essentiel de souligner l'importance d'avoir des bases solides pour l'apprentissage à la petite enfance et une transition réussie des programmes pour la petite enfance aux premières années de la scolarité.

Chaque année, les élèves qui arrivent en maternelle ont un niveau variable pour ce qui est de leur préparation à l'apprentissage. Il faut que la province s'assure qu'on a mis en place le programme d'études et les structures de soutien nécessaires pour tenir compte de tout l'éventail des forces et des besoins des élèves à leur arrivée à la maternelle. Le comité tient à souligner et à relayer le message qui veut qu'on renforce le dépistage et les programmes d'intervention préventive, afin que tous les enfants puissent prendre un bon départ dans leur développement physique, scolaire et affectif. Ces programmes mettront clairement en évidence les forces et les besoins des élèves et feront en sorte que les écoles seront mieux préparées à continuer d'offrir aux élèves les programmes et les services dont ils ont besoin pour prospérer à l'élémentaire et au-delà.

L'importance d'un bon départ est l'un des thèmes qui sous-tendent la discussion du comité sur la promotion au niveau scolaire supérieur en fonction de l'âge de l'élève. Le comité s'inquiète du fait que le système scolaire risque de ne pas tenir compte des implications de cette pratique à long terme pour les élèves aux niveaux plus avancés. Lorsqu'un élève passe d'un niveau scolaire au suivant et finit par obtenir son diplôme du secondaire sans posséder les compétences de base qu'il est censé posséder, cela signifie que le système scolaire n'a pas répondu à ses besoins. Nous savons que la philosophie consistant à faire passer les élèves au niveau supérieur avec leurs camarades du même âge se fonde sur des années de recherches; mais les données dont on dispose sur cette question indiquent aussi clairement que cette pratique n'est bonne pour l'élève que s'il bénéficie des *structures de soutien appropriées au niveau scolaire suivant*.

Le travail visant à déterminer comment répondre au mieux possible aux besoins des élèves sur le plan scolaire est un processus complexe, qui est rendu encore plus difficile entre autres du fait que le système actuel se fonde sur l'idée que tous les élèves vont effectuer leur apprentissage en gros à la même cadence. Le comité pense qu'il est nécessaire de rendre les milieux d'apprentissage beaucoup plus souples qu'ils ne le sont à l'heure actuelle. Il faut que nous offrions aux élèves plus d'occasions d'effectuer

leur apprentissage à leur propre rythme, que nous élargissions le concept de « groupes de pairs » et que nous fassions passer les élèves au niveau supérieur s'ils sont prêts pour l'apprentissage et non seulement en fonction de leur âge. Si l'on veut s'assurer que les enseignants sont à même d'adapter leur enseignement en fonction de regroupements d'élèves plus souples, il est crucial que la province propose un programme d'études et des structures de soutien pour l'enseignement à des groupes d'élèves d'âge différent.

3.1 RECOMMANDATION

Définir des normes provinciales pour guider la pratique de la promotion automatique en fonction de l'âge, avec des recommandations sur l'offre de structures de soutien appropriées; et introduire un programme d'études permettant de regrouper de façon plus souple les élèves selon leur progression dans l'apprentissage.

Le comité encourage la province à examiner attentivement le positionnement des transitions entre l'élémentaire et le premier cycle du secondaire et entre le premier cycle du secondaire et le deuxième cycle du secondaire. Plus précisément, il faudrait se demander si la 6^e année devrait faire partie d'un cycle allant de la maternelle à la 6^e année ou plutôt qu'un premier cycle du secondaire allant de la 6^e année à la 8^e année et si la 9^e année devrait faire partie du premier ou du deuxième cycle du secondaire.

Il est clair que la province a pris des mesures en vue d'améliorer les options de cours et de programme pour les élèves du secondaire. Les gens continuent cependant de trouver que les cours du premier cycle et du deuxième cycle du secondaire sont surtout conçus pour les élèves qui souhaitent faire des études universitaires après le secondaire. Par comparaison, les filières dans les arts, les métiers spécialisés et la technologie sont plus difficiles d'accès et sont parfois perçues comme des options ayant une valeur moindre. Nous sommes également frappés par le nombre de répondants qui nous ont dit que les élèves d'aujourd'hui manquent d'occasions d'acquérir d'importantes aptitudes à la vie quotidienne (compétences financières de base, mode de vie sain, engagement citoyen, etc.) au secondaire.

Dans ses efforts en vue de créer un programme d'études commun pour tous les élèves, il est possible que le système ait éliminé des filières utiles pour les élèves. Il est possible que cela ait rendu l'éducation secondaire plus ciblée, au détriment des activités d'apprentissage qui aident les adolescents à devenir des adultes équilibrés et engagés. Nous encourageons la province à examiner le système secondaire pour s'assurer que les aspects sur lesquels les programmes et les cours se concentrent correspondent de près aux

« Il faut que le programme d'études de la province se concentre davantage sur des sujets qui vont être pertinents dans les situations de la vie réelle pour les élèves. En mathématiques, il faut se concentrer davantage sur le sens des nombres, le calcul mental, les mathématiques financières et la résolution de problèmes. Les élèves qui s'intéressent davantage à des concepts mathématiques d'ordre supérieur pourront faire rapidement un rattrapage au secondaire sur certains des sujets qui sont abordés à l'heure actuelle dans l'enseignement au premier cycle du secondaire. Dans l'enseignement de la langue, il faut se concentrer davantage sur la maîtrise des médias, les réseaux sociaux, la grammaire et la structure des phrases. »

— commentaire d'un enseignant du premier cycle du secondaire

compétences et aux connaissances dont les élèves auront besoin pour leur avenir. Nous encourageons aussi vivement la province à réexaminer ses politiques sur l'assiduité et l'évaluation, pour s'assurer que leur mise en œuvre n'a pas pour conséquence indésirable de rabaisser les attentes pour les élèves concernant l'assiduité et l'importance de faire de leur mieux dans tous leurs cours.

3.2 RECOMMANDATION

S'assurer que les politiques soulignent l'importance des compétences liées au monde du travail et à la vie quotidienne : ponctualité, assiduité, organisation, responsabilité, etc.

Si les ressources financières le permettent, le comité pense également qu'il faut que la province élabore un plan en vue d'élargir l'accès aux options pour les programmes et les cours du secondaire. Avec un tel plan, on tiendrait compte du fait qu'il est impossible d'offrir tous les programmes dans toutes les écoles, mais qu'il existe de nombreuses façons différentes pour les élèves d'accéder à l'apprentissage. Il faudrait, par exemple, que la province examine la possibilité d'affecter des enseignants itinérants à un plus grand éventail de cours (comme les sciences physiques) dans les écoles intermédiaires et secondaires de petite taille et prenne des mesures en vue de renforcer la pertinence de l'apprentissage virtuel. Nous recommandons également d'envisager d'autres solutions sur le plan structurel, comme la mise sur pied d'écoles secondaires régionales polyvalentes. Ce type d'écoles offre un éventail de programmes éducatifs spécialisés et elles sont souvent considérées comme des centres d'excellence dans des domaines comme les arts, les métiers et la technologie ou les matières STIM.

3.3 RECOMMANDATION

S'assurer que les élèves du premier cycle du secondaire et du deuxième cycle du secondaire ont l'occasion d'acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour être des citoyens équilibrés dans le monde d'aujourd'hui et être bien préparés aux options qui s'offrent à eux au postsecondaire.

Le comité sait qu'il est difficile d'offrir aux élèves l'accès à des options supplémentaires dans le programme d'études quand on ne dispose pas de temps supplémentaire dans l'emploi du temps. Mais le comité sait aussi que les élèves peuvent avoir un emploi du temps débouchant sur 24 crédits au total sur la période allant de la 10^e à la 12^e année, alors que l'obtention du diplôme n'exige que 18 crédits. Cela signifie qu'il est possible que l'élève ait jusqu'à six périodes libres au deuxième cycle du secondaire. Bon nombre d'élèves qui quittent l'enceinte de l'école pendant ces périodes libres n'y

retournent pas. En augmentant le nombre de crédits obligatoires pour l'obtention du diplôme, on donnera aux élèves des périodes de temps importantes pour explorer d'autres options dans le programme d'études et on contribuera à faire en sorte que les élèves restent dans l'enceinte de l'école pendant la journée d'école.

3.4 RECOMMANDATION

Augmenter le nombre de crédits exigés pour l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires, en le faisant passer de 18 à 21, et réduire le nombre de périodes « libres » à trois, que les élèves peuvent prendre en 11^e ou en 12^e année, en leur interdisant de prendre plus d'une période « libre » par semestre.

Dans les transitions entre le premier et le deuxième cycle du secondaire et entre le secondaire et le postsecondaire, selon ce que les gens ont dit au comité, les élèves ne reçoivent pas les services d'orientation dont ils ont besoin. Il semble que la formation et le rôle des conseillers d'orientation aient nettement changé au cours des 25 dernières années et qu'ils se concentrent moins sur l'orientation et plus sur l'offre aux élèves d'un soutien sur le plan socioaffectif. De notre point de vue, cette évolution est compréhensible, mais elle a également créé une lacune dans les conseils dont les élèves disposent sur le choix de leurs cours et sur les options pour les études postsecondaires et pour leur orientation professionnelle. Pour éliminer cette lacune dans les services aux élèves, il faut que nous explorions des partenariats et des solutions originales. La province pourrait, par exemple, explorer la possibilité de faire venir des professionnels qualifiés des centres d'emploi régionaux dans les écoles pour offrir des services d'orientation.

3.5 RECOMMANDATION

Donner l'occasion aux élèves, pendant les heures d'école et en dehors, de rencontrer des professionnels qualifiés qui pourront leur offrir des conseils sur leur orientation professionnelle, les études postsecondaires et d'autres formations de préparation à la vie quotidienne, par exemple dans le domaine de l'alimentation et de l'activité physique.

Thème n° 4

S'assurer que l'intégration fonctionne pour tout le monde

Ce qu'on nous a dit

« On ne consacre pas suffisamment de ressources aux élèves qui présentent le profil d'un apprenant moyen en difficulté ayant le potentiel de devenir un membre indépendant et productif de la société. » — commentaire d'un parent

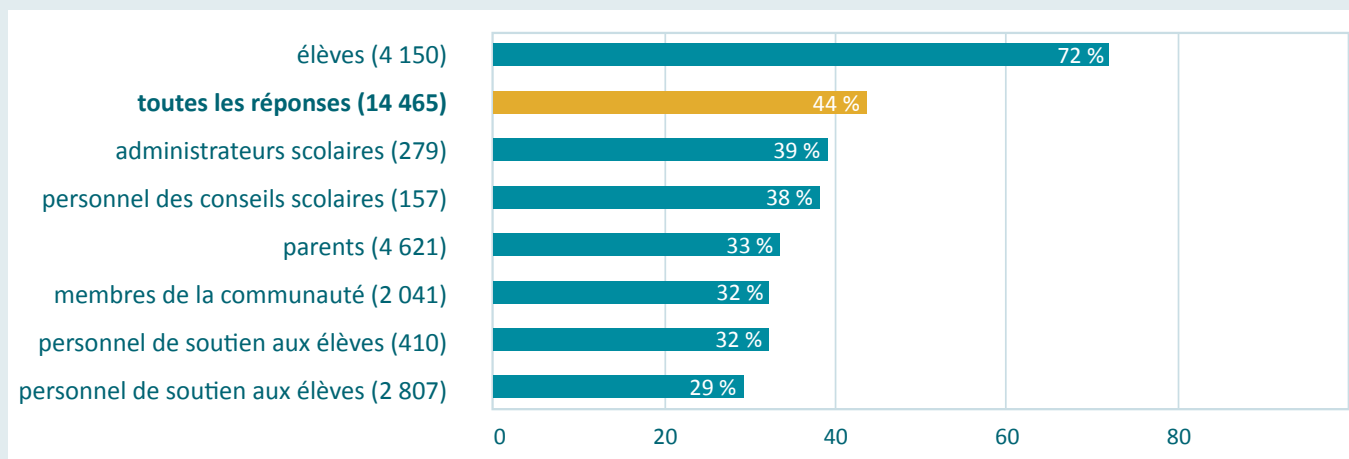
« On prête tant d'attention à un si grand nombre de besoins spéciaux différents que cela dilue le travail sur les compétences scolaires de base. C'est injuste pour les élèves qui n'ont pas de besoins spéciaux. » — commentaire d'un parent

La salle de classe d'aujourd'hui illustre l'engagement pris de longue date par la province en matière d'intégration — « une attitude et un système de valeurs qui défendent le droit fondamental qu'ont tous les élèves de bénéficier de programmes et de services éducatifs de qualité appropriés en compagnie de leurs camarades »¹¹. Les enseignants et les autres membres du personnel de l'école sont censés, en plus de leur travail auprès des élèves qui reçoivent des structures de soutien financées dans le cadre de la *Politique en matière d'éducation spéciale*, accomplir les tâches suivantes :

- différencier leur pédagogie pour les élèves qui ont des difficultés ou ont déjà un excellent niveau dans la matière;
- aider les élèves qui ont des problèmes de comportement, en leur permettant de prospérer dans leurs classes;
- offrir des conseils aux élèves à risque qui ont des difficultés scolaires en raison de problèmes complexes d'ordre scolaire, financier ou familial ou de problèmes de santé.

Les gens ont dit au comité que les programmes et les services en place pour aider à répondre aux besoins des élèves dans toute leur diversité sont souvent d'excellente qualité, mais ne suffisent pas à répondre aux besoins

FIGURE 14 • « Les programmes et les services spéciaux répondent bien aux besoins de tous les élèves », pourcentage d'accord selon le type de répondant (n = 14 465)



de tous. Bon nombre de répondants indiquent que la mise en œuvre du modèle provincial d'une éducation axée sur l'intégration et l'offre d'autres structures de soutien aux élèves ne fonctionnent pas bien pour les élèves et les enseignants. Les gens sont d'avis que le niveau de financement et les autres ressources dont on dispose à l'heure actuelle affectent l'éducation telle qu'elle est vécue par *tous* les élèves du système, parce que les ressources ne suivent pas l'augmentation des besoins des élèves. Près de 70 p. 100 des parents, des enseignants, des membres du personnel de soutien aux élèves et des membres de la communauté scolaire indiquent qu'ils ne sont pas d'accord avec l'énoncé selon lequel les programmes et les services actuels sont adéquats (voir figure 14).

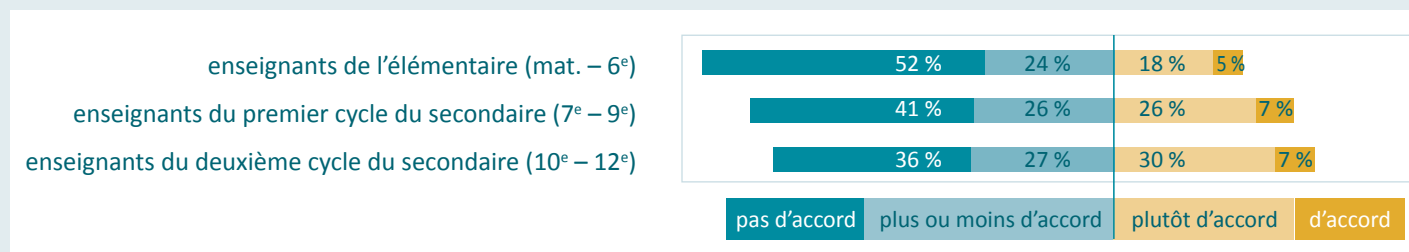
Le niveau de désaccord le plus élevé concerne les enseignants de l'élémentaire, puisque 76 p. 100 d'entre eux ne sont pas d'accord ou plus ou moins d'accord avec l'idée qu'on a mis en place des structures de soutien d'un niveau approprié (voir figure 15).

Il y a un petit nombre de répondants qui demandent qu'on revienne à l'ancien modèle des classes séparées, mais la majorité demande qu'on adopte une approche améliorée et plus durable pour le modèle actuel d'une éducation favorisant l'intégration et pour les autres structures de soutien pour les élèves. Pour améliorer l'intégration, les gens font les suggestions suivantes :

- renforcer les structures de soutien pour les élèves et les enseignants dans la salle de classe (par exemple, aide-enseignants) et dans l'école (psychologues scolaires, enseignants-ressources, coordinateurs des transitions, conseillers d'orientation, etc.);
- prêter davantage attention au soutien pour la réussite des transitions entre les programmes pour la petite enfance et la maternelle;

Les **classes séparées** offrent un soutien intensif aux élèves qui ont des besoins spéciaux en dehors de la salle de classe ordinaire. La *Politique en matière d'éducation spéciale* introduite en 1996 favorisait l'intégration dans l'éducation, avec une gamme continue de programmes et de services, pour tenir compte du fait que bon nombre d'élèves sont capables de connaître la réussite dans la salle de classe ordinaire avec les structures de soutien appropriées, tandis que certains élèves ont besoin de classes séparées ou spécialisées pour certains de leurs programmes et services.

FIGURE 15 • « Les programmes et les services spéciaux répondent bien aux besoins de tous les élèves », réponses des enseignants selon le niveau scolaire enseigné (n = 2780)



« L'intégration est quelque chose qui ne fonctionne que si on dispose de suffisamment de ressources et de personnel. Ce n'est pas parce que les élèves sont assis ensemble dans la salle de classe qu'on a une véritable intégration. »

— commentaire d'un parent

- offrir aux enseignants plus de soutien en salle de classe et de possibilités de formation pour qu'ils puissent bien différencier leur enseignement;
- créer un modèle plus souple et explorer tout un éventail de possibilités pour les élèves, leur permettant d'être en classe avec leurs camarades ou dans des classes séparées, selon leurs besoins;
- réduire les délais pour les évaluations des psychologues scolaires et des orthophonistes, pour que les élèves puissent recevoir les services appropriés plus rapidement, et mieux coordonner les transitions entre les programmes pour la petite enfance et l'école pour les élèves qui reçoivent ces services;
- améliorer l'accès aux programmes et aux services, qui varie d'une école à l'autre, en particulier dans les établissements ruraux de petite taille;
- fournir aux parents plus d'informations sur les services et les démarches pour les obtenir.

Discussion

Le modèle d'une éducation favorisant l'intégration de tous en Nouvelle-Écosse bénéficie d'un large soutien. Selon l'article 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, « [l]a loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques ». Le modèle d'intégration dans l'éducation de la Nouvelle-Écosse illustre l'engagement pris par la province de respecter ce principe.

Dans l'histoire de l'éducation publique, l'intégration est une approche relativement nouvelle de l'enseignement et de l'apprentissage. Notre capacité de repérer et de soutenir les élèves qui ont des besoins spéciaux a progressé au cours des dernières années. L'intégration a permis de donner à la salle de classe une tournure correspondant davantage au monde réel. En l'absence de structures de soutien d'un niveau approprié, cependant, l'intégration a fait augmenter la complexité de la situation dans la salle de classe et les enseignants ont du mal à bien répondre aux besoins de l'ensemble des élèves. Il peut être utile de noter que l'intégration ne signifie pas nécessairement que tous les élèves sont intégrés dans la salle de classe ordinaire pour tous les cours.

Bon nombre de gens sont d'accord sur le principe de l'intégration, mais ils sont peu nombreux à être d'accord avec l'idée que sa mise en œuvre a été réussie depuis l'introduction du modèle actuel dans les années 1990. Le comité est frappé non seulement de la quantité de commentaires sur ce sujet, mais également du niveau d'inquiétude qu'ils expriment. Dans les circonstances

actuelles, il semble que le modèle tel qu'il se présente aujourd'hui n'est satisfaisant *ni* pour les élèves qui ont des besoins spéciaux *ni* pour leurs camarades de classe. La mise en œuvre du modèle ne fonctionne pas.

4.1 RECOMMANDATION

Examiner la mise en œuvre du modèle de l'intégration dans l'éducation dans la province pour s'assurer :

- a. qu'il est suffisamment souple pour permettre aux écoles de répondre aux besoins de *tous* les élèves;
- b. qu'il est viable dans le contexte général des ressources dont dispose le gouvernement;
- c. qu'il bénéficie du soutien approprié pour accéder en temps voulu aux évaluations et aux programmes et services spéciaux.

4.2 RECOMMANDATION

Aider les écoles et les conseils scolaires à créer tout un éventail de milieux d'apprentissage pour les élèves qui ont des besoins spéciaux, notamment des classes séparées prises en charge par des enseignants spécialisés hautement qualifiés, lorsque cela est approprié.

Quand nous disons que le modèle actuel d'intégration ne dispose pas des structures de soutien appropriées, cela ne veut pas dire qu'il suffit d'augmenter les subventions ou d'ajouter simplement des aide-enseignants supplémentaires pour régler les problèmes actuels de ce modèle. Ce n'est pas ce que nous recommandons. Il est possible que les ressources dont les écoles ont besoin pour assurer une bonne mise en œuvre du modèle existent déjà, mais ne relèvent pas des compétences du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance ni, plus généralement, de celles du gouvernement.

Il y a également nettement de la marge pour améliorer la préparation initiale des enseignants et la formation des administrateurs sur l'enseignement prodigué aux élèves qui ont des besoins spéciaux et la pédagogie différenciée. Le comité note aussi que le renforcement de la collaboration entre agences contribuera à garantir l'utilisation maximale de toutes les ressources disponibles. Ces changements contribueraient à faire en sorte que le modèle de l'intégration fonctionne bien pour l'ensemble des élèves et des enseignants.

« Le ministère de l'Éducation, le ministère de la Justice, les services sociaux, le ministère de la Santé, les autres organismes — il faut que tout le monde collabore ici pour mettre sur pied un meilleur modèle. » — commentaire d'un enseignant

4.3 RECOMMANDATION

Explorer les options qui permettront de rassembler de façon plus générale les ressources et les subventions pour les services des ministères du gouvernement, afin de faciliter la réalisation d'une éducation favorisant l'intégration de tous.

Thème n° 5

Créer un climat favorable à l'apprentissage dans tous les établissements

Ce qu'on nous a dit

Les répondants sont, pour la majorité d'entre eux, d'accord avec l'affirmation que les écoles créent un climat positif pour l'apprentissage et 77 p. 100 des répondants disent qu'ils se sentent en sécurité à l'école. En moyenne, les répondants disent également que les élèves et le personnel entretiennent des relations généralement respectueuses et que le personnel s'efforce de mettre en place des relations positives avec les parents. On nous a également adressé des louanges concernant l'impact positif des initiatives de lutte contre les intimidations et les gens apprécient beaucoup le travail des écoles qui font un effort tout particulier en vue de créer, pour les élèves et le personnel, un véritable climat de bienveillance et un sentiment d'appartenance à une communauté. Les répondants mentionnent cependant aussi les problèmes suivants :

- Les intimidations restent un problème tenace, à la fois dans l'école et en dehors de l'école, et le personnel ne leur accorde pas toujours l'attention nécessaire.
- Les élèves afronéoécossais et mi'kmaq et leurs familles se sentent généralement moins intégrés dans les écoles que les autres communautés en Nouvelle-Écosse.

« Je me sens en sécurité, mais les intimidations sont un énorme problème à l'école pour moi, même avec toutes les discussions qu'il y a à ce sujet dans notre école. »

— commentaire d'un élève

« Il ne fait aucun doute qu'[il nous faut] une meilleure façon de gérer les perturbations en salle de classe. On passe trop de temps pendant les cours à gérer les élèves qui perturbent constamment l'éducation de leurs camarades. »

— commentaire d'un parent

« D'après mes observations régulières, lorsque les élèves perturbateurs sont libres de répéter leur comportement à n'en plus finir, la majorité des autres élèves dans la salle de classe semblent inquiets, attristés, fâchés ou même ennuyés. L'enseignant est obligé de gaspiller un temps fou dans ses cours à gérer ces problèmes de comportement. Cela fait des années que les élèves m'en parlent et me disent combien cela les décourage. Ils me demandent pourquoi on ne fait rien — en particulier ceux qui sont victimes d'intimidations. » — commentaire d'un enseignant

- Les enseignants ont besoin d'un plus grand soutien pour traiter les comportements en salle de classe qui perturbent l'apprentissage et qui posent parfois des problèmes de sécurité.
- Les sanctions ne sont pas toujours adaptées à la gravité des incidents, comme les violences à l'encontre des enseignants ou entre élèves.
- Le climat d'apprentissage dépend du personnel et est très différent d'une école à l'autre.

Comme les écoles sont le milieu de travail pour les enseignants, il n'est pas étonnant que la question du respect apparaisse fréquemment dans les commentaires émanant de ce groupe. Bon nombre d'enseignants considèrent que leur rôle est d'entretenir des relations respectueuses et constructives avec les élèves et les parents, mais cela est parfois difficile quand on est confronté à des problèmes difficiles de comportement chez des élèves qui perturbent l'enseignement et l'apprentissage dans la salle de classe. Certains enseignants trouvent aussi que la baisse de l'appui dont la profession enseignante bénéficie auprès du grand public coïncide avec la baisse des attentes pour les élèves dans des domaines comme l'assiduité et les devoirs à faire. Du coup, les enseignants ont plus de difficultés et se sentent parfois plus intimidés par les parents et les élèves que par le passé.

À l'inverse, les gens disent également que certains enseignants et parents ne sont eux-mêmes pas toujours des modèles de respect. Les répondants sont d'accord avec l'idée qu'il faut renforcer les moyens d'action des enseignants face aux comportements irrespectueux, mais trouvent également que les enseignants devraient davantage respecter les élèves et donner l'exemple.

« J'ai connu à la fois la sécurité et l'absence de sécurité. Je suis sûr que bon nombre d'élèves ont la même impression. Je crois que cela dépend aussi beaucoup de l'école où vous êtes! » — commentaire d'un enseignant

« Quand est-ce que notre société a décidé que ce n'était pas normal d'avoir des attentes pour nos enfants? Quand est-ce qu'il est devenu facultatif de respecter les règles? Quand est-ce que les excuses sont devenues normales au lieu d'être des exceptions? [...] Quand est-ce qu'il est devenu normal d'obliger les bons élèves à changer de classe ou d'école, ce qui perturbe leur vie, alors même que, pour les auteurs des intimidations, la vie continue comme avant? » — commentaire d'un parent

« Les enseignants hésitent à s'adresser aux parents. Ils ont une attitude défensive. »
— commentaire d'un parent

« Les parents ne peuvent pas laisser tout le travail d'enseignement des bons comportements au personnel des écoles. Ils ont eux aussi des responsabilités dans ce domaine. »
— commentaire d'un membre de la communauté

« Il faut que les écoles offrent un milieu plus accueillant pour la communauté et pour les parents. »
— commentaire d'un enseignant

Les gens veulent aussi que les parents jouent un rôle plus actif à la maison quand il s'agit d'apprendre aux jeunes à faire preuve de respect et de donner eux-mêmes l'exemple de comportements respectueux à l'école et dans les autres cadres communautaires.

Sur ce thème, le message le plus important que nous ont fait passer les Néoécossais est le suivant : la création d'un climat positif à l'école est une responsabilité que se partagent tous les membres du personnel, les élèves, les parents et les partenaires communautaires, qui doivent s'associer pour donner l'exemple d'un comportement respectueux et prendre des mesures face aux intimidations et aux violences dans les écoles.

Du point de vue de nombreux Néoécossais, la mise en place de bons partenariats pour l'apprentissage est également une responsabilité que se partagent les écoles, les parents et les élèves eux-mêmes.

Pour les écoles :

- D'après les répondants, il faut faire plus d'efforts pour améliorer les relations avec les parents, en particulier quand des problèmes se présentent ou quand les parents cherchent à résoudre des problèmes concernant l'apprentissage de leur enfant avec les enseignants et la direction de l'école. Bon nombre de parents nous disent que le nouveau portail pour les parents est un bon outil de communication sur l'apprentissage des élèves, mais reste un domaine qui est à améliorer nettement.
- Les répondants indiquent que la qualité des bulletins scolaires de la province les inquiète. Le comité note que le ministère a récemment pris l'engagement de faire évoluer la procédure pour la préparation des bulletins scolaires afin d'utiliser « un langage clair, sans jargon », d'offrir des « commentaires individualisés » et de proposer des « suggestions aux parents sur ce qu'ils peuvent faire pour soutenir l'enfant dans son apprentissage à la maison »¹². C'est là un pas dans la bonne direction.
- Le comité sait que les répondants sont, pour la majorité d'entre eux (70 p. 100), d'accord avec l'idée que les écoles offrent un reflet de la diversité des cultures et sont attachées à l'équité et aux droits de la personne. Nous sommes cependant également frappés par les différences importantes dans les données (voir figure 15). Le niveau d'accord avec cet énoncé sur l'attachement à l'équité et aux droits de la personne est de 30 p. 100 plus faible pour les répondants afronéoécossais que pour les répondants d'origine acadienne ou européenne; et la moitié seulement de l'ensemble des répondants autochtones, afronéoécossais, moyen-orientaux, asiatiques et est-

asiatiques sont d'accord avec l'idée que les salles de classe prennent bien en compte leur culture, ce qui est à comparer à 70 p. 100 pour les répondants d'origine acadienne ou européenne.

- Le comité est content de voir que 74 p. 100 des élèves et des familles d'origine acadienne se reconnaissent dans ce qui est proposé à l'école et dans la salle de classe (voir figure 16), ce qui représente la proportion la plus élevée de tous les groupes de répondants. Plus généralement, les répondants acadiens se situent à la moyenne ou au-dessus de la moyenne en Nouvelle-Écosse pour toutes les questions du sondage. Selon nous, ceci témoigne du bon travail effectué par le personnel du Conseil scolaire acadien provincial (CSAP) et des efforts collectifs accomplis par l'ensemble de la population néoécossaise pour tenir compte du patrimoine historique et culturel de la province.

Pour les parents :

- Les gens ont également dit au comité que, parfois, il faut que les parents soient plus présents lors des événements scolaires et des rencontres parents-professeurs; qu'ils répondent plus régulièrement aux communications des enseignants; et qu'ils prennent les devants pour s'informer du point de vue des enseignants sur leur enfant. Certains enseignants trouvent qu'il faut que les parents s'impliquent davantage et sont davantage responsabilisés, mais savent aussi que le niveau d'implication des parents est parfois fortement influencé par leur vécu antérieur dans le système scolaire, quand ils étaient eux-mêmes élèves. Un petit nombre d'enseignants indique que les parents sont parfois « trop impliqués » et exercent des pressions excessives sur le personnel.

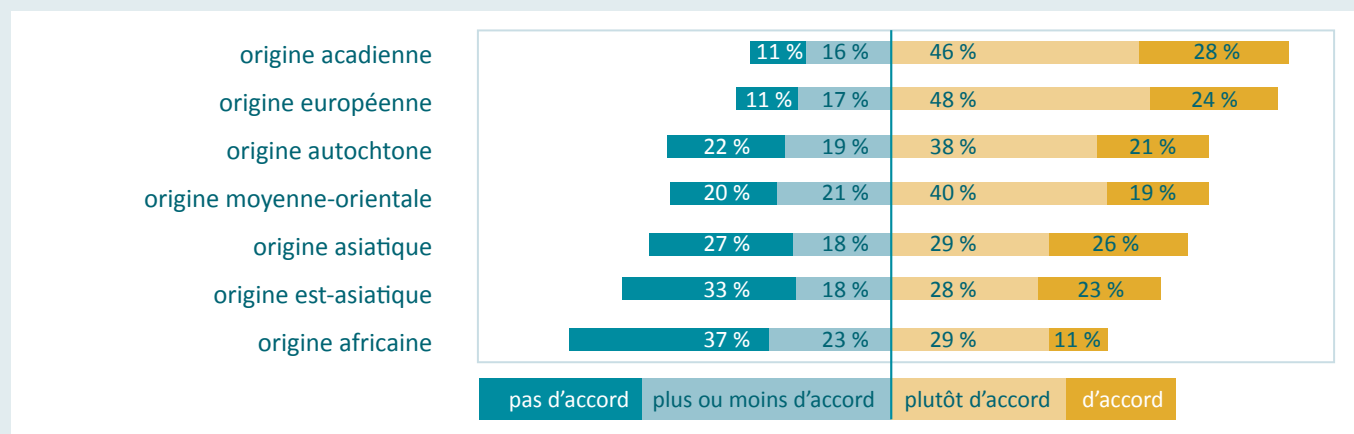
« Je crois qu'il y a un manque de compréhension des problèmes d'ordre systémique. Tout le monde est prêt à s'attaquer aux problèmes les plus évidents et à afficher un symbole de ruban, mais les problèmes d'ordre institutionnel sont moins bien compris. »

— commentaire d'un membre de la communauté

« Je retrouve ma propre culture, parce que c'est la culture dominante. Mais je ne vois pas les cultures des autres. »

— commentaire d'un élève

Figure 16 • « Les élèves et les familles se reconnaissent sur le plan culturel dans ce qui est proposé à l'école et dans la salle de classe », réponses selon l'origine (n = 12 320)



Pour les élèves :

- Les parents, les éducateurs et les membres de la communauté scolaire s'entendent pour dire qu'il faut que les élèves assument une plus grande part de responsabilité vis-à-vis de leur propre apprentissage. Ceci signifie qu'il faut qu'ils viennent aux cours, respectent les échéances et fassent vraiment un effort pour faire de leur mieux. Beaucoup de gens estiment que cette responsabilité signifie aussi qu'il ne faut pas perturber l'apprentissage des autres élèves et qu'un tel comportement mérite des sanctions plus sévères que celles qu'on inflige à l'heure actuelle dans certaines salles de classe.

Discussion

D'après ce que les gens nous disent, les écoles sont, de façon générale, des milieux positifs pour l'apprentissage. Mais le thème sous-jacent dans les données est que les relations les plus importantes à l'école — c'est-à-dire les relations entre les élèves et les enseignants — ne sont pas toujours caractérisées par le respect. Nous sommes tout à fait d'accord avec l'idée que le respect est une responsabilité partagée par les enseignants, les administrateurs scolaires, le personnel de soutien travaillant dans les écoles, les chauffeurs des autobus scolaires, les parents et les élèves eux-mêmes. Le renforcement de cette responsabilité commune comprend de nombreuses dimensions :

- Les parents, les enseignants et les autres adultes travaillant dans les écoles ont pour responsabilité de donner l'exemple en adoptant eux-mêmes des comportements appropriés.
- Nous avons tous, en tant que société, pour rôle d'aider les élèves à acquérir de bonnes aptitudes sur le plan socioaffectif et à adopter des comportements positifs en ligne.
- Il faut que les écoles et les autres agences — notamment les organismes gouvernementaux — coopèrent en vue de sensibiliser les gens aux liens forts qui unissent l'apprentissage et la mise en place de relations positives.
- Il faut que les écoles publiques, en tant que système, intègrent divers styles de communication et d'apprentissage, ceux-ci étant influencés, entre autres, par la race, la culture, les origines ou le sexe des élèves.

5.1 RECOMMANDATION

Éduquer les éducateurs et le personnel de soutien sur l'impact que peuvent avoir les relations saines et positives avec les élèves sur le climat dans la salle de classe, sur la motivation des élèves et sur leurs résultats scolaires.

En guise de base pour la mise en place de climats d'apprentissage positifs, il faut que nous approfondissions notre compréhension des principes régissant les relations de respect dans les écoles et les autres institutions sociales et que nous prenions des engagements à cet égard. Les écoles exigent aussi des mécanismes efficaces en réaction aux situations où la conduite des élèves est dangereuse, illégale ou de nature à perturber la capacité qu'ont les autres élèves d'effectuer leur apprentissage. D'après ce que le comité a compris, la province est en train de réexaminer sa politique provinciale sur les codes de conduite; ce réexamen pourrait déboucher sur une évolution des politiques des conseils scolaires et des écoles elles-mêmes. Il est impératif que, dans le cadre de ce réexamen, la province détermine si les approches actuelles quand il s'agit de favoriser l'adoption de comportements positifs et de répondre aux comportements perturbateurs — par exemple, les approches de la justice réparatrice — sont des approches qui fonctionnent bien.

Nous encourageons aussi vivement la province à prendre des mesures en vue de permettre aux écoles de réagir rapidement si un enseignant éprouve des difficultés en salle de classe en raison de problèmes de comportement. Lorsqu'un ou des élèves perturbent l'apprentissage de leurs camarades, il faut que l'école réagisse avec un plan individualisé pour les élèves concernés et s'appuie sur un réseau de structures de soutien pour aider l'enseignant à concevoir des stratégies. Ce réseau peut comprendre des agences externes, comme le ministère de la Santé, le ministère des Services communautaires et le ministère de la Justice. Il faudrait que les stratégies se concentrent sur l'apprentissage dans la salle de classe et sur le maintien de relations saines et positives. Dans le même ordre d'idées que ce que nous avons dit dans une recommandation antérieure, il est important que les programmes de formation initiale à l'enseignement incluent, dans le B.Ed., des instructions sur la mise en place de bonnes relations et sur la gestion de classe, afin de développer les compétences des enseignants quand il s'agit de faire face à des comportements perturbateurs et de créer un climat de respect dans la salle de classe.

5.2 RECOMMANDATION

Créer des milieux d'apprentissage où l'on attend de la part des élèves, des enseignants et des parents qu'ils aient un comportement respectueux et où l'on a mis en place des mécanismes en cas de comportements irrespectueux, en particulier quand il s'agit de comportements perturbateurs.

Il arrive trop souvent que l'on parle de la mise en place d'un climat propice à l'apprentissage sans prêter suffisamment attention au milieu lui-même. Le comportement des individus et la façon dont ils se traitent les uns les autres, par exemple, jouent un rôle dans le climat global, comme on le voit dans

La **sensibilisation aux différences culturelles** comprend les valeurs et les comportements des individus, mais aussi les politiques et pratiques des organismes qui prennent bien en compte la *diversité*, notamment les différences linguistiques, les différences dans les besoins physiques et intellectuels et les différences sur le plan de la culture, de la religion, de la race, du sexe et de l'orientation sexuelle qui entrent dans la composition de la culture de l'organisme, concerné, par exemple de l'école.

les relations entre les enseignants et les élèves, entre le personnel et les parents et entre les écoles et leurs communautés. Il est crucial que toutes les écoles offrent un milieu accueillant et réceptif vis-à-vis des élèves dont elles ont la charge, en prenant les précautions suivantes : le programme d'études favorise l'intégration de tous; l'enseignement tient compte de la diversité linguistique et culturelle et des différences entre les sexes; les clubs d'élèves et les événements scolaires favorisent l'intégration de tous; et tous les membres du personnel ont une formation de sensibilisation aux différences culturelles.

5.3 RECOMMANDATION

Afin de s'assurer que toutes les familles se sentent les bienvenues et que les cultures des élèves font partie intégrante du milieu d'apprentissage, former les administrateurs scolaires et les aider à développer la sensibilisation aux différences culturelles chez l'ensemble des membres de leur personnel dans les écoles.

Pour mettre en place un climat positif pour tous les apprenants, il faut que le système scolaire et l'ensemble de ses partenaires continuent de collaborer afin de faire des postes d'enseignement et de direction des écoles des orientations professionnelles attrayantes pour tout un éventail de candidats. Il faut, dans le processus d'embauche, encourager et recruter les membres des groupes sous-représentés (enseignants et administrateurs de sexe masculin à l'élémentaire, par exemple) en les invitant à poser leur candidature dans des établissements de formation à l'enseignement ou à des postes d'enseignement à des niveaux scolaires bien particuliers. Pour que les élèves aient le sentiment d'être à leur place dans l'école et connaissent la réussite, il est crucial d'assurer la bonne représentation des différents groupes dans la salle de classe et dans les postes administratifs. Cela fait des décennies qu'on s'efforce de remédier à la sous-représentation de certains groupes dans la profession enseignante et ce travail a eu un impact, mais il reste plus d'efforts à faire.

Thème n° 6

Collaborer pour améliorer la santé et le bien-être des élèves

Ce qu'on nous a dit

Bon nombre de Néoécossais sont convaincus que les écoles sont en train de prendre des mesures afin de favoriser la bonne santé et le bien-être des élèves. On nous dit, par exemple, que bon nombre d'écoles offrent de bonnes occasions aux élèves de participer à des sports et à d'autres activités parascolaires. Les écoles offrent également de bonnes options pour l'alimentation. Dans les établissements offrant des programmes comme ÉcolesPlus, les gens sont pleins de louanges à l'égard de l'attention supplémentaire accordée au soutien aux élèves ayant des problèmes de santé mentale. Cependant, en dépit de ces progrès, les répondants s'entendent pour dire qu'il reste beaucoup de travail à faire dans ces domaines.

Les rapports, les commentaires et les messages de courriel qui nous sont parvenus mentionnent fréquemment le besoin d'offrir plus d'activité physique. Les répondants notent qu'il faut offrir plus de cours d'éducation physique aux élèves pendant la semaine, en particulier à l'école secondaire, où l'on n'exige qu'un crédit d'éducation physique. Bon nombre de gens sont également conscients du fait que, pour réaliser l'objectif national de 60 minutes d'activité physique par jour¹³, on ne peut pas se contenter des cours formels d'éducation physique. Pour atteindre ce niveau, il faut faire appel à tout un réseau d'organismes autres que les écoles. Les Néoécossais sont nombreux à souhaiter non seulement que les écoles encouragent les élèves à faire plus d'activité physique, mais aussi qu'elles les aident à prendre de bonnes habitudes sur le plan de la santé et leur offrent des choix bons pour la santé dans les aliments offerts à la cafétéria.

Sur l'ensemble des commentaires et suggestions que nous avons reçus à ce sujet, le problème qui ressort le plus nettement est celui de la santé mentale. À l'exception des élèves eux-mêmes, moins de 40 p. 100 des répondants trouvent que les écoles offrent les bons programmes et services pour aider les élèves ayant des problèmes de santé mentale. Les enseignants et les administrateurs scolaires notent qu'il existe des services, mais que ces services ne sont de loin pas suffisants pour répondre aux besoins des élèves. On nous dit également que, lorsqu'il existe des structures de soutien, elles se concentrent sur les cas les plus graves et que les élèves qui souffrent de problèmes moins graves d'anxiété ou de dépression ne reçoivent pas beaucoup d'aide.

« Les écoles ont un très bon éventail d'activités parascolaires en complément des programmes éducatifs et cela contribue à améliorer l'expérience vécue par les élèves à l'école. » — commentaire d'un élève

« Il faut plus d'éducation physique. Les taux d'obésité sont alarmants [...]. Avec plus d'activité physique, vous verrez une augmentation immédiate des scores aux tests et une baisse des problèmes de comportement. » — commentaire d'un membre de la communauté

Les répondants sont d'accord pour dire qu'il faut que les écoles et les autres agences en fassent plus pour sensibiliser les gens aux questions de santé mentale dans les écoles élémentaires, afin d'éliminer le caractère toujours stigmatisant des maladies mentales. En outre, ils disent qu'il faut plus de conseillers d'orientation dans les écoles élémentaires pour gérer les difficultés socioaffectives d'élèves spécifiques et pour apprendre aux élèves à nouer des relations saines et à développer leurs capacités de récupération face aux difficultés du quotidien.

Certains répondants s'inquiètent du fait que l'on s'attend à ce que les enseignants — qui ne disposent pas de la formation appropriée — aident les élèves ayant des besoins complexes sur le plan socioaffectif. Les données que nous avons recueillies indiquent clairement que la responsabilité de l'offre de telles structures de soutien va bien au-delà du système scolaire lui-même et concerne les services communautaires, les services de santé et les familles elles-mêmes.

Discussion

« Nous savons que l'on s'attend souvent à ce que les écoles et les enseignants ne se contentent pas d'enseigner les matières scolaires conventionnelles, comme la lecture, l'écriture et les sciences, mais abordent aussi le sujet toujours plus vaste de la santé et du bien-être. Les médecins de la province sont convaincus que les élèves et les enseignants parviendront tous à réaliser leurs objectifs si on favorise l'activité physique et une bonne alimentation. L'activité physique aide les enfants à réfléchir et à assimiler les informations, à se concentrer et à adopter un bon comportement en classe, ce qui leur permet d'obtenir de meilleurs résultats. » — commentaire de Doctors Nova Scotia

Au cours des 25 dernières années, les écoles ont endossé un rôle plus actif dans la promotion de la santé et du bien-être des élèves. Cela se fait dans le cadre du programme d'études d'éducation physique et de santé, de services aux élèves comme les services d'orientation et des activités parascolaires. Les écoles offrent également tout un éventail de programmes de sensibilisation à la santé mentale, de promotion de l'activité physique et d'une bonne alimentation et de défense des droits des victimes des intimidations et de la discrimination. Les besoins des élèves augmentent cependant à une cadence plus rapide que les ressources dont disposent les écoles, en particulier dans les domaines de la santé mentale et de l'obésité. Il existe également des difficultés importantes pour le système de soins de santé de la province.

Dans leurs réponses au questionnaire, bon nombre de Néoécossais (74 p. 100) confirment qu'ils pensent que les élèves disposent des bonnes occasions de faire de l'exercice à l'école. Toutes les autres données, cependant, prouvent qu'il est urgent d'améliorer la santé physique des enfants et des jeunes dans la province. Nous disposons de toutes sortes de connaissances sur les bienfaits d'une alimentation saine et d'activités physiques quotidiennes dans l'apprentissage et dans l'état de santé global de la population. Il est également clair que le temps et l'argent que nous consacrons aujourd'hui à l'adoption d'un mode de vie sain se révéleront à l'avenir avoir été un investissement rentable pour les individus, les familles et notre système de soins de santé. La lutte contre les problèmes comme l'obésité juvénile et la sédentarité est une responsabilité que se

partagent les familles, les services municipaux et provinciaux et le réseau d'organismes à but non lucratif qui consacrent des ressources importantes à ces problèmes. Nous savons cependant aussi que les écoles jouent un rôle bien particulier dans la sensibilisation des élèves à l'adoption d'un mode de vie sain et à l'importance de l'activité physique, dans le cadre du cours d'éducation physique, en encourageant les élèves à se rendre à l'école à pied ou à bicyclette, en emmenant les élèves en excursion pour les faire découvrir l'environnement, etc.

6.1 RECOMMANDATION

Se conformer aux directives nationales sur l'activité physique au quotidien, avec des solutions originales pour trouver l'argent et les ressources humaines nécessaires et en profitant des possibilités avant et après l'école.

6.2 RECOMMANDATION

Faire la promotion de la bonne santé et de la bonne forme physique dans le cadre d'un programme d'études qui décrit les modes de vie actifs et sains comme étant des compétences fondamentales au premier et au deuxième cycle du secondaire et bien utiliser le temps disponible dans l'emploi du temps semestriel.

Dans les efforts pour trouver des approches utiles et viables pour répondre aux besoins de l'ensemble des élèves, il est urgent d'élargir la portée et l'ampleur des collaborations entre agences partout dans la province. La Nouvelle-Écosse offre d'excellents exemples de collaborations entre ministères du gouvernement et agences communautaires afin d'offrir dans les écoles les programmes et les services dont les élèves ont le plus besoin. Le programme ÉcolesPlus, par exemple, a des sites dans tous les huit conseils scolaires de la province. Il fait intervenir des équipes composées de représentants de différentes agences, qui collaborent en vue de combiner les services sociaux, les services de santé mentale, les services de lutte contre la toxicomanie et les services de santé qui sont offerts dans les écoles (voir encadré). L'initiative Écoles-santé assure également le regroupement des connaissances et la coordination des efforts des partenaires du secteur de la santé et du secteur de l'éducation (dont les conseils scolaires et les agences communautaires) en vue de créer une approche globale de la santé (santé physique, santé mentale, bien-être spirituel et bien-être affectif) dans toutes les écoles.

Les initiatives comme ÉcolesPlus apportent une réponse cruciale à des besoins dans nos communautés scolaires, mais il faut renforcer leur portée et leur ampleur. Il faut également que le gouvernement et les organisations non gouvernementales renforcent la sensibilisation des parents sur le

L'initiative **ÉcolesPlus** s'appuie sur une approche multilatérale du soutien aux élèves et à leurs familles. Elle favorise l'adoption d'un modèle intégré de prestation de services dans le cadre de services en partage (offerts par exemple par les animateurs d'ÉcolesPlus, les intervenants et les cliniciens spécialistes de la santé mentale) ou de partenariats au sein de l'école regroupant le ministère des Services communautaires, le ministère de la Justice, les services de santé mentale, les services de lutte contre la toxicomanie, le ministère de la Santé et d'autres organismes communautaires.

rôle qu'ils peuvent jouer pour favoriser la santé physique et mentale et le bien-être socioaffectif de leurs enfants. Comme nous le verrons en détail dans la prochaine section, aujourd'hui, les écoles sont souvent perçues comme étant l'endroit idéal pour encourager les élèves à adopter un mode de vie sain et actif. Le grand public se tourne également vers les écoles pour aider les élèves dans leur développement socioaffectif et pour les aider à gérer les problèmes de santé mentale dans toute leur complexité. Pour que les écoles puissent bien remplir un tel rôle, il faudra continuer d'offrir des programmes de formation aux conseillers d'orientation pour qu'ils appliquent, dans leurs services de counselling, des méthodes qui ont fait leurs preuves. Il faut aussi que nous mettions tous les partenaires au défi d'imaginer de nouvelles utilisations des ressources disponibles — temps, argent, personnel — dans les différents secteurs, afin d'offrir de telles activités d'apprentissage et de telles structures de soutien aux élèves sous une forme intégrée dans la journée d'école.

6.3 RECOMMANDATION

Combiner les ressources de multiples agences et ministères du gouvernement afin de permettre à toutes les écoles d'offrir un soutien global aux élèves sur le plan de leur santé physique et mentale et de leur bien-être spirituel et socioaffectif.

6.4 RECOMMANDATION

S'assurer que le programme d'études de la formation initiale des enseignants et de la formation des conseillers d'orientation porte sur les méthodes ayant fait leurs preuves quand il s'agit de favoriser le bon développement socioaffectif des enfants et des jeunes.

Thème n° 7

Mettre sur pied une structure moderne pour l'enseignement et pour l'apprentissage

Ce qu'on nous a dit

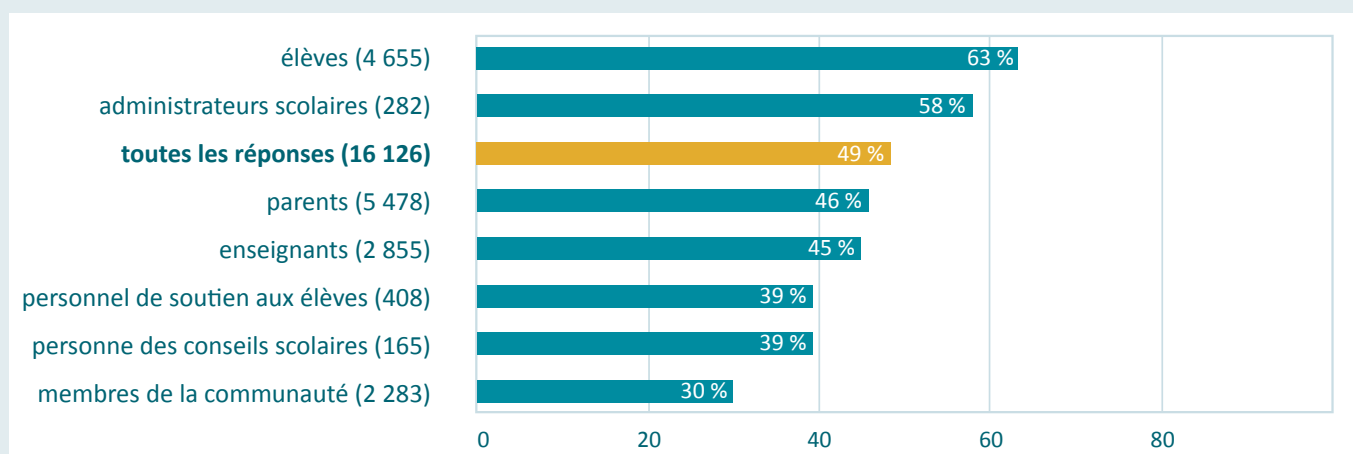
L'un des thèmes récurrents dans les commentaires reçus par le comité est que le système scolaire ne fonctionne pas aussi bien qu'il le devrait pour les élèves. En dépit des changements importants qui se sont produits dans la population étudiante, dans les familles et dans la société, l'enseignement et l'apprentissage ressemblent pour une large part aujourd'hui à ce qu'ils étaient il y a 25 ou même 50 ans. Nous avons des attentes d'un niveau élevé pour les écoles en tant qu'institutions sociales fondamentales, mais les structures n'évoluent pas en fonction de l'évolution de leur environnement.

Le système n'offre pas les compétences dont les élèves ont besoin pour connaître la réussite dans le monde d'aujourd'hui. À titre d'exemple, moins de la moitié des Néoécossais sondés pensent que l'éducation permet aux élèves de devenir bons en résolution de problèmes (voir figure 17).

Les commentaires reçus des parents et des élèves attirent également notre attention sur les inquiétudes qu'ils ont concernant le fait que les diplômés du secondaire en Nouvelle-Écosse ne se sentent pas bien préparés aux études postsecondaires. Les élèves qui souhaitent faire carrière dans les métiers spécialisés ou dans les professions technologiques n'ont pas accès aux filières dont ils ont besoin pour connaître la réussite.

« Bon nombre de parents dans la province font des commentaires sur les mêmes points : il faut que le système apprenne à leurs enfants à bien réfléchir, à effectuer un bon apprentissage, à appliquer leur réflexion dans de nouvelles situations et quand il faut résoudre des problèmes, à travailler de façon indépendante et à persévérer quand le sens ou les réponses ne se manifestent pas immédiatement. Oui, les parents ont eux aussi leur part de responsabilité dans ces domaines, mais les salles de classe offrent régulièrement des occasions d'enseigner ces compétences dans des contextes chargés de sens. »
— commentaire d'un parent

FIGURE 17 • « Les élèves deviennent doués en résolution de problèmes », réponse selon le type de répondant (n = 16 126)



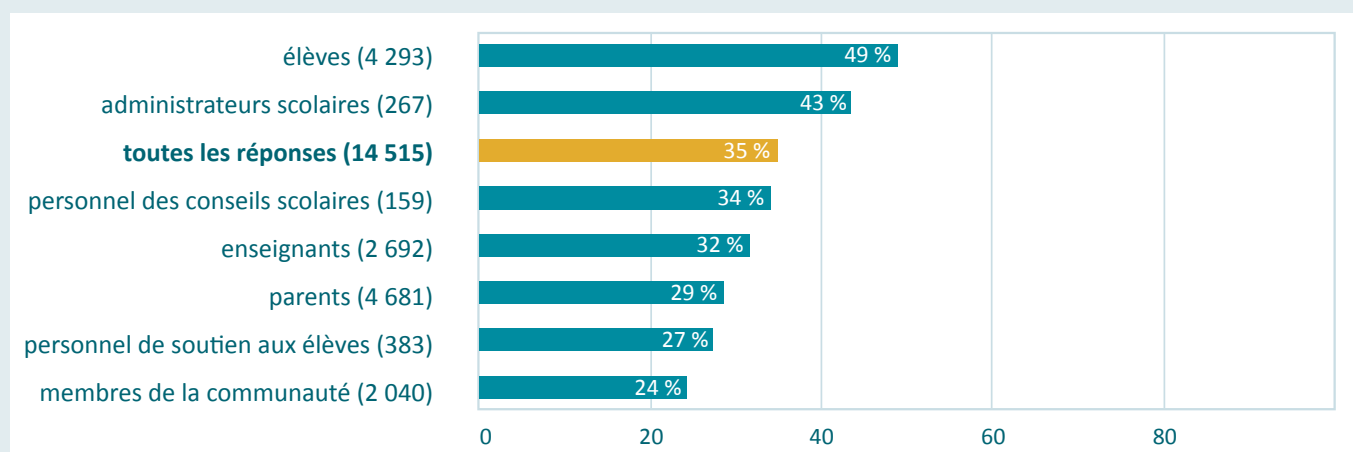


Aujourd'hui, on s'attend à ce que les écoles aident les élèves à acquérir des aptitudes sociales, des compétences financières de base, un mode de vie sain, une bonne alimentation, des compétences pour l'orientation professionnelle et des aptitudes en gestion de la vie quotidienne et à ce qu'elles répondent à un éventail toujours plus important de besoins d'ordre physique, intellectuel, social et affectif.

On impose de nombreuses exigences et attentes au système en raison des nouveaux besoins qui se manifestent, mais nous n'avons apporté que de petits changements à l'approche que nous utilisons pour le financement de l'éducation, la dotation en personnel des écoles et l'offre des services aux enfants et aux jeunes. Bon nombre de Néoécossais s'inquiètent de l'impact de l'augmentation de ces exigences sur la salle de classe.

À l'exception des élèves et des directions des écoles, moins de 30 p. 100 des répondants sont d'accord avec l'idée que le financement affecté à l'éducation est consacré aux bons programmes et aux bons services (voir figure 18). Beaucoup de gens pensent que le système s'appuie sur une structure administrative trop lourde et consacre trop de ressources aux structures provinciales et aux structures régionales des conseils scolaires et pas assez de ressources aux écoles elles-mêmes.

FIGURE 18 • « Le financement affecté à l'éducation est consacré aux bons programmes et aux bons services », selon le type de répondant (n = 14 515)



Discussion

Il existe deux sources importantes de pression qui s'exercent sur les écoles : il faut en faire plus et il faut faire les choses différemment. On s'attend à ce que les élèves continuent de bien fonctionner en tant que centres d'apprentissage, tout en devenant également des centres de soins. On leur demande, en tant que centres de soins, de remplir des rôles qui étaient auparavant remplis par des services dans la communauté ou dans le cadre d'autres ministères ou agences du gouvernement (ministère de la Santé, ministère de la Justice, ministère des Services communautaires, etc.). Cette évolution des attentes concernant le rôle des écoles soulève la question de savoir si l'on a les bonnes ressources en place (principalement les ressources financières et humaines) et si les structures (les conseils scolaires régionaux, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, les sections des autres ministères du gouvernement, etc.) sont adaptées au rôle que jouent aujourd'hui les écoles. Si les Néoécossais sont d'accord pour que les écoles jouent un rôle plus global, alors il faut que nous déterminions comment éliminer les cloisonnements qui empêchent à l'heure actuelle le gouvernement et les organismes à but non lucratif de se consacrer exclusivement au soutien aux enfants et aux jeunes dans les écoles afin de répondre à leurs besoins.

Le comité est convaincu qu'il faut que la province explore des moyens d'améliorer le mode de financement et de gouvernance du système scolaire. Nous constatons, par exemple, qu'il serait possible de faire des économies en éliminant le double emploi dans les services et que les ministères du gouvernement et les conseils scolaires pourraient faire preuve d'une plus grande ouverture afin de rendre les frontières plus perméables et de mieux répondre ainsi aux besoins du système scolaire dans son ensemble. Comme les agences et partenaires du gouvernement sont conscients qu'il est impossible pour un seul et même ministère du gouvernement d'offrir une réponse adéquate à la demande sur tout l'éventail des services dont nos écoles ont besoin, ils se sont tournés vers la collaboration entre agences. Cette forme de collaboration est une évolution positive, mais le fait que les dotations en personnel et les budgets affectés continuent d'être ancrés dans les structures conventionnelles des ministères a pour conséquence que les innovations dans les programmes et les services offerts restent trop vulnérables aux changements de direction, aux difficultés de financement et aux changements de dotation en personnel.

Parmi les collaborations entre agences qui sont les plus solides, beaucoup dépendent toujours de la bonne volonté d'individus qui consacrent beaucoup de temps et d'énergie à coordonner les programmes et les services, mais cela ne suffit pas. Ce qu'il faut, c'est une évolution fondamentale de notre façon de penser en matière d'organisation des

ressources et des services gouvernementaux, pour répondre du mieux possible aux besoins des élèves dans un système scolaire conçu pour placer l'école au centre des préoccupations.

Notre but devient clair quand nous nous concentrons sur les attentes que nous avons pour les écoles. Le comité pense qu'il faut trouver de nouvelles manières de coordonner l'*ensemble* des ressources et des structures nécessaires afin de parvenir aux principaux résultats visés dans les politiques et les programmes pour les élèves. Il faut que le gouvernement et ses partenaires aient le courage de se livrer à des conversations qui permettront de déterminer ce à quoi devrait ressembler un système bien conçu — y compris au niveau des ministères du gouvernement ou de certaines sections de ces ministères, ainsi qu'au niveau des conseils scolaires — si l'on se concentrait avant tout sur l'offre de services aux élèves.

Existe-t-il de nouvelles façons de voir pour le système dans son ensemble et existe-t-il des possibilités de travailler de façon plus efficace et plus pertinente? Est-ce que la province a vraiment besoin de huit conseils scolaires? Est-ce que les écoles pourront devenir, à l'avenir, des centres à la fois d'apprentissage et de soins, où les élèves et leurs familles se rendent pour l'éducation, la santé et les services communautaires? Existe-t-il des manières de réduire les différences parfois considérables entre écoles dans la province? Est-il possible de repenser les écoles et la journée d'école afin d'offrir d'importantes possibilités aux élèves de travailler sur leur santé et leur forme physique?

La forme que nous allons donner au système scolaire d'aujourd'hui aura un impact sur la forme que notre province prendra à l'avenir. Il faut que la province définisse clairement les résultats qu'elle souhaite que les écoles produisent. Il faut ensuite réorganiser les structures gouvernementales et réaffecter les ressources en provenance de tous les secteurs pour bâtir un système de soutien autour des écoles, afin de leur permettre de soutenir les élèves dans leur apprentissage et de les aider à connaître un développement sain dès la petite enfance et jusqu'à l'obtention du diplôme.

7.1 RECOMMANDATION

S'entendre sur les résultats que nous visons pour les enfants et les jeunes de la province et réorganiser l'ensemble des subventions et des services concernés, en procédant à une réorganisation partielle des ministères provinciaux (ministère des Services communautaires, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, ministère de la Santé et du Mieux-être, ministère du Travail et de l'Éducation postsecondaire, ministère de la Justice, ministère de l'Immigration, etc.) afin d'avoir un ensemble de programmes et de services offerts dans les écoles qui est géré de façon centralisée.

En plus des ministères provinciaux, les structures des conseils scolaires offrent un mécanisme facilitant la gestion des ressources et la mise en œuvre des orientations de politique publique à la fois au niveau local et au niveau provincial. Les conseils scolaires offrent également des services administratifs (approvisionnement, finances, gestion des ressources humaines, technologies de l'information, gestion des installations, etc.) et un cadre de gouvernance qui guide le système scolaire. Bon nombre de secteurs se livrent en ce moment à des conversations sur l'avantage de l'adoption, quand c'est possible, de modèles de services partagés, quand on a plusieurs organismes remplissant des fonctions comparables, afin de réduire les frais administratifs et de consacrer un financement maximum à l'offre de services sur le terrain — c'est-à-dire, dans le cas du système scolaire, dans la salle de classe.

Dans d'autres secteurs de la Nouvelle-Écosse, on est en train de procéder à une telle réorganisation des structures de gouvernance traditionnelles. Ces changements ont pour avantage potentiel d'assurer une meilleure diffusion des modèles axés sur les pratiques exemplaires, de mettre en place des normes cohérentes en prestation de services et, dans certains cas, de déboucher sur des réductions des frais de fonctionnement. Il pourrait être utile de se livrer à un processus comparable pour le système scolaire en Nouvelle-Écosse, du moment qu'on prend soin d'assurer la préservation de la relation entre les écoles et la communauté, avec des comités consultatifs ou d'autres structures comparables.

7.2 RECOMMANDATION

Mettre en œuvre des modèles globaux et efficaces de services partagés et réorganiser les conseils scolaires et le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, afin de déboucher sur des programmes et des services aux élèves de la plus grande qualité possible.

Feuille de route pour le changement

Quand nous avons entrepris de recueillir le point de vue des gens sur le système scolaire public, la population néoécossaise a dépassé toutes nos attentes. Tous — les parents, les élèves, les enseignants, les directions des écoles et les membres des communautés des différentes régions de la province — nous ont indiqué qu'ils étaient prêts pour le changement. Ils nous ont également indiqué les domaines dans lesquels il était le plus important de changer la situation. Nous avons le choix : nous pouvons tenter d'apporter de tels changements à partir des structures qui existent déjà depuis de nombreuses années ou bien nous pouvons imaginer ce que pourrait permettre de réaliser un système qui est véritablement compatible avec une vision claire de ce dont notre province a besoin et de ce que nos enfants méritent.

Dans son analyse récente de l'économie de la Nouvelle-Écosse, la Nova Scotia Commission on Building Our New Economy est parvenue à la conclusion que le statu quo n'était pas envisageable¹⁴. Notre comité est tout à fait d'accord avec les orientations définies par cette commission et avec le constat d'un des répondants, qui nous a écrit : « Il ne faut pas que nous nous contentions de procéder de telle manière tout simplement parce que nous avons toujours procédé de cette manière. » Le système actuel ne répond pas aux besoins de nos élèves et le message du grand public est clair : il est urgent de changer la situation.

Le comité est convaincu que la façon qu'adoptera la province d'aborder les changements aura tout autant d'importance que les réformes auxquelles elle apportera son soutien. Au cours des 25 dernières années, nous avons constaté que l'application de réformes progressives sans prêter suffisamment attention aux priorités et à la coordination ne produisait pas les changements profonds dont notre système scolaire a besoin. Pour susciter une évolution fondamentale dans le système, il nous faut une approche holistique, qui pousse l'ensemble du secteur public et des partenaires du secteur éducatif à chercher à offrir des ressources compatibles avec les besoins des écoles. Il s'agit d'une tâche intimidante pour l'ensemble de la population néoécossaise, mais, avec du courage, de la conviction et une attention sans faille à ce qu'il y a de mieux pour les élèves, il est possible de faire en sorte que notre système éducatif soit en mesure de relever les divers défis qui se présentent à lui en 2014 et au-delà.

Il est crucial de faire les choses dans le bon ordre et selon un calendrier approprié. Certaines structures de base doivent être en place dans le système scolaire avant qu'on puisse introduire des changements dans d'autres domaines. La province pourrait, par conséquent, considérer que la mise en œuvre de certaines des recommandations du comité nécessitera un calendrier plus long. Ce n'est pas parce que nous recommandons une approche holistique qu'il faut que le système croule sur le poids des changements à mettre en œuvre. Nous suggérons, au contraire, d'adopter un plan d'action global, qui s'appuie sur un engagement des différents secteurs gouvernementaux à réaliser un ensemble ambitieux d'objectifs pour les enfants et les jeunes et un engagement explicite à en finir avec le statu quo.

Notre examen des commentaires et suggestions du grand public et des discussions nous a conduits à définir sept domaines à améliorer. Nous avons, pour faciliter la présentation, parlé de chaque thème séparément, même si ces sept thèmes sont tous intimement liés. Les 30 recommandations du comité constituent un cadre pour le changement et suggèrent à la province de prendre des mesures pour améliorer les aspects suivants :

- le programme d'études
- l'enseignement
- les transitions
- l'intégration de tous
- le climat scolaire
- la santé et le bien-être des élèves
- la structure du système

Si la province est véritablement attachée aux efforts visant à rehausser la barre pour les résultats des élèves, alors elle prendra rapidement des mesures en vue de désigner une petite équipe de responsables qui se feront les champions de ce plan d'action et elle procédera à un réaménagement des ressources et de la dotation en personnel en vue de faciliter sa mise en œuvre. L'impact potentiel du plan du gouvernement sur les conseils scolaires dépendra, dans une large mesure, de mesures prises par la province pour rassembler les éminences grises qui s'occuperont de concevoir les changements à apporter, de pousser le système à mettre en œuvre ces changements et de rendre compte régulièrement de l'impact ainsi produit.

Grâce aux constats faits lors de son travail, le comité est convaincu que la Nouvelle-Écosse a les capacités de faire un meilleur travail et que c'est une obligation pour la province : l'avenir de nos enfants en dépend. À partir des réponses des quelque 19 000 Néoécossais qui ont participé aux consultations, le comité a défini une orientation claire pour les changements exigés dans notre système éducatif. Nous nous joignons maintenant au grand public pour nous tourner vers l'avenir et envisager un meilleur avenir pour nos élèves.

ANNEXE A • Rang de la Nouvelle-Écosse dans les évaluations nationales et internationales du niveau des élèves

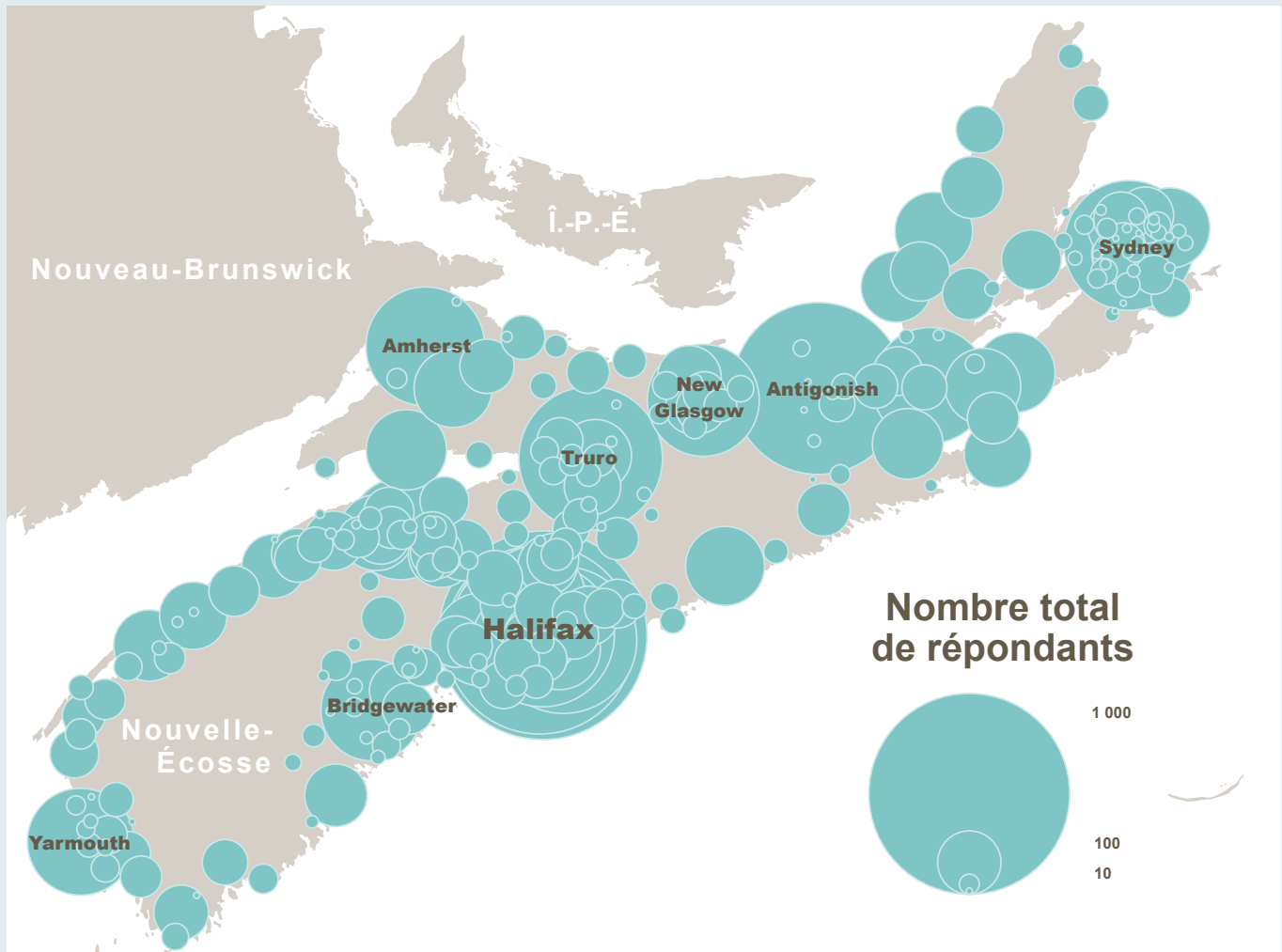
Évaluation (groupe ciblé)	Groupe ciblé et domaines évalués	Score moyen à l'échelle (la moyenne est de 500 pour l'évaluation)	Le score moyen de la Nouvelle-Écosse est...		
			nettement inférieur à celui de...	comparable à celui de...	nettement supérieur à celui de...
Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de 2012 (individus âgés de 15 ans)	Lecture de textes imprimés	508	Singapour Japon Corée Finlande	Suisse Allemagne France Norvège	Royaume-Uni États-Unis Danemark Autriche
	Mathématiques	497	Singapour Corée Japon Suisse	Danemark Nouvelle-Zélande France Royaume-Uni	Norvège Italie Russie États-Unis
	Sciences	516	Singapour Japon Finlande Corée	Nouvelle-Zélande Suisse Royaume-Uni Slovénie	Autriche France Danemark États-Unis
Programme pancanadien d'évaluation (PPCE) de 2013 (élèves de 8 ^e année)	Lecture	488	Ontario Québec Colombie-Britannique Alberta	Terre-Neuve-et-Labrador Î.-P.-É. Saskatchewan	Nouveau-Brunswick Manitoba
	Mathématiques	488	Québec Alberta Ontario	Î.-P.-É. Colombie-Britannique Saskatchewan Terre-Neuve-et-Labrador Nouveau-Brunswick	Manitoba
	Sciences	492	Alberta Ontario Colombie-Britannique Terre-Neuve-et-Labrador	Î.-P.-É. Saskatchewan Québec	Nouveau-Brunswick Manitoba
Programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS) de 2011 (élèves de 4 ^e année)	Lecture	549	Hong Kong Russie Finlande Singapour	Danemark Irlande Angleterre Pays-Bas	Suède Allemagne Israël Nouvelle-Zélande

ANNEXE B • Questions du sondage de consultation du comité ministériel sur l'éducation

1. Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction vis-à-vis du système scolaire public en Nouvelle-Écosse?
2. Les élèves bénéficient d'un très bon enseignement dans la salle de classe.
3. Les élèves sont motivés par leur apprentissage.
4. Les élèves reçoivent une rétroaction utile sur la qualité de leur travail scolaire.
5. Les enseignants d'aujourd'hui sont bien préparés à répondre aux besoins des élèves.
6. Les élèves ont des occasions de participer à des activités bonnes pour la santé à l'école.
7. Les élèves ont des occasions d'apprendre à utiliser la technologie.
8. Les écoles offrent aux élèves des occasions de relier leur apprentissage à l'école à leur apprentissage dans la communauté.
9. Les élèves sont bien préparés au passage au niveau de scolarisation suivant.
10. Le programme d'études de la province se concentre sur ce dont les élèves ont le plus besoin dans leur apprentissage.
11. Les élèves acquièrent de solides bases en mathématiques.
12. Les élèves acquièrent de solides bases en lecture et en écriture.
13. Les élèves deviennent doués en résolution de problèmes.
14. Les élèves du secondaire disposent des bonnes options.
15. Les élèves disposent du soutien dont ils ont besoin à l'école pour prendre des décisions éclairées sur leur avenir.
16. Les élèves qui souhaitent se lancer sur le marché du travail après l'école secondaire y sont bien préparés.
17. Les élèves qui souhaitent fréquenter un collège ou une université après l'école secondaire y sont bien préparés.
18. Les programmes et les services spéciaux répondent bien aux besoins de tous les élèves.

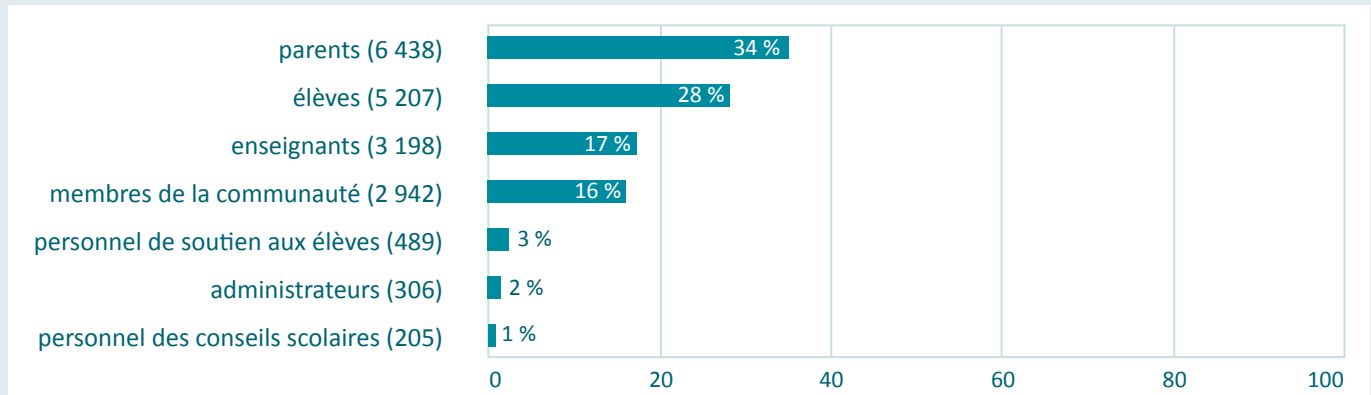
19. Les écoles disposent des programmes et des services appropriés pour aider les enfants et les jeunes qui ont des problèmes de santé mentale.
20. Les élèves et les familles se reconnaissent sur le plan culturel dans ce qui est proposé à l'école et dans la salle de classe.
21. On est attaché à l'équité et aux droits de la personne dans l'école et dans la salle de classe.
22. Les parents reçoivent des enseignants les informations dont ils ont besoin pour aider leur enfant dans leur apprentissage.
23. Les écoles mettent en place des relations positives avec les parents.
24. Les organismes et les entreprises communautaires aident les élèves à connaître la réussite.
25. Les élèves et les enseignants entretiennent des relations respectueuses.
26. Les élèves et le personnel se sentent en sécurité à l'école.
27. Les écoles sont organisées de façon à répondre aux besoins des élèves d'aujourd'hui.
28. Le financement affecté à l'éducation est consacré aux bons programmes et aux bons services.
29. Le personnel du conseil scolaire offre de bonnes structures de soutien aux écoles.
30. Le personnel du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance offre de bonnes structures de soutien aux conseils scolaires.

ANNEXE C • Répartition géographique des répondants

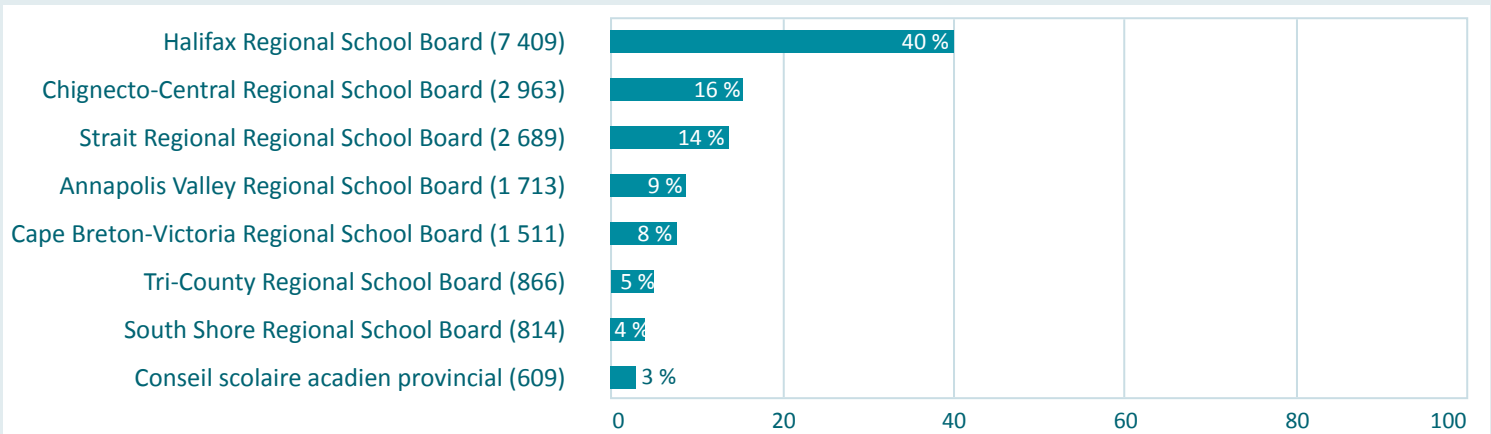


ANNEXE D • Renseignements démographiques sur le sondage

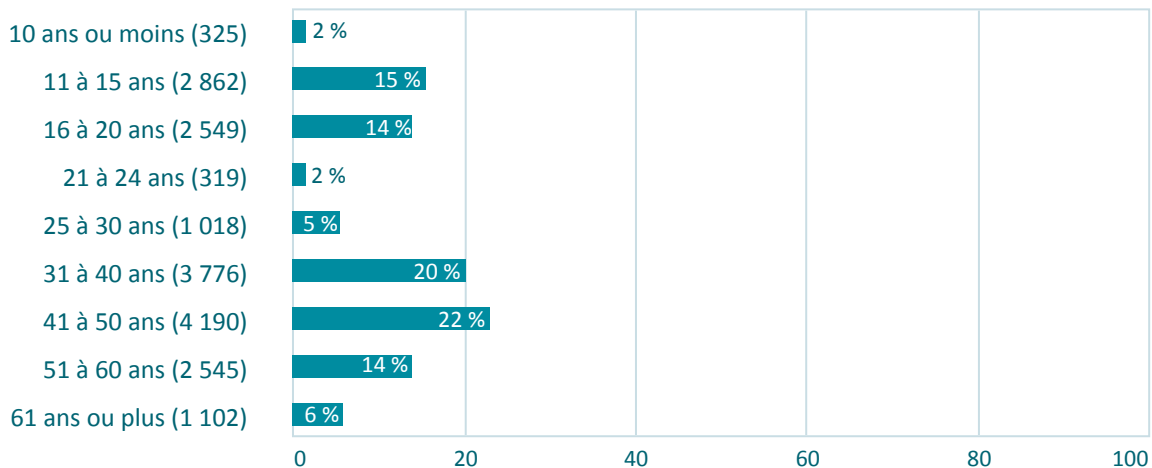
RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES 1 • Réponses par groupe (n = 18 785)



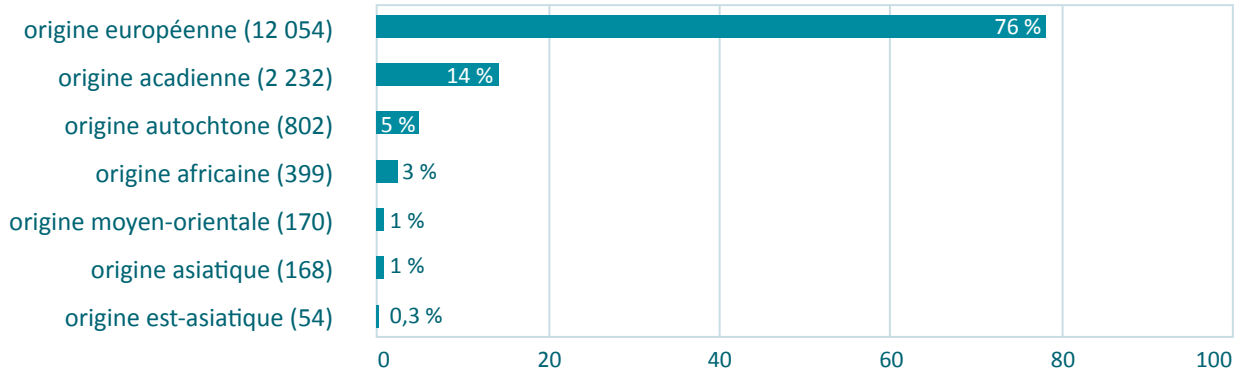
RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES 2 • Réponses par conseil scolaire (n = 18 574)



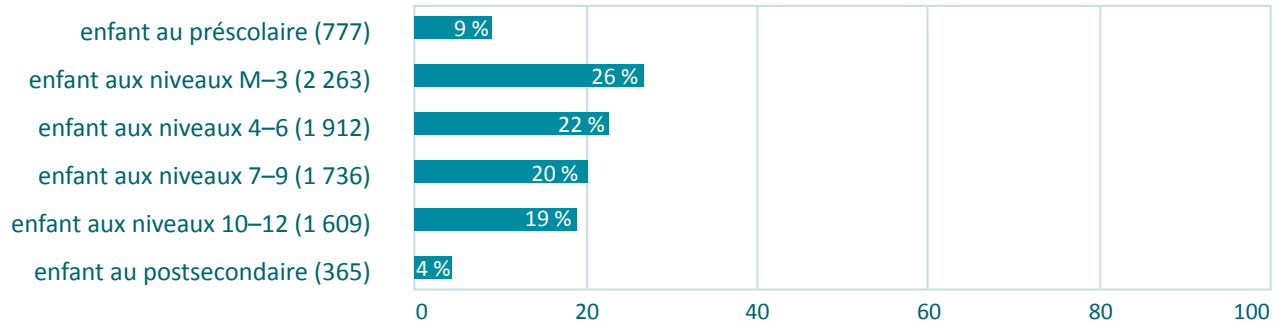
RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES 3 • Réponses selon l'âge du répondant (n = 18 686)



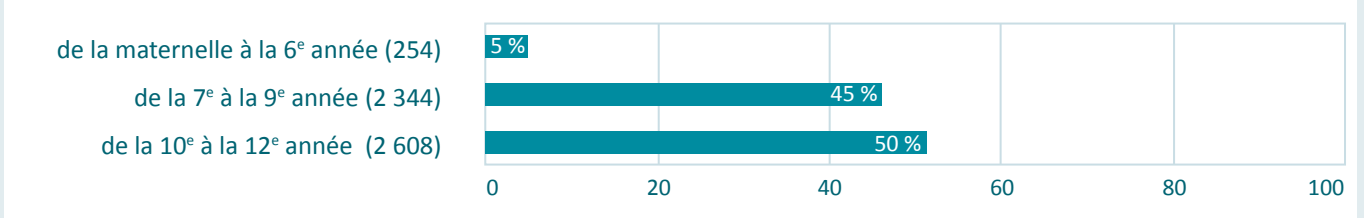
RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES 4 • Réponses selon les origines ou l'appartenance ethnique du répondant (n = 15 879)



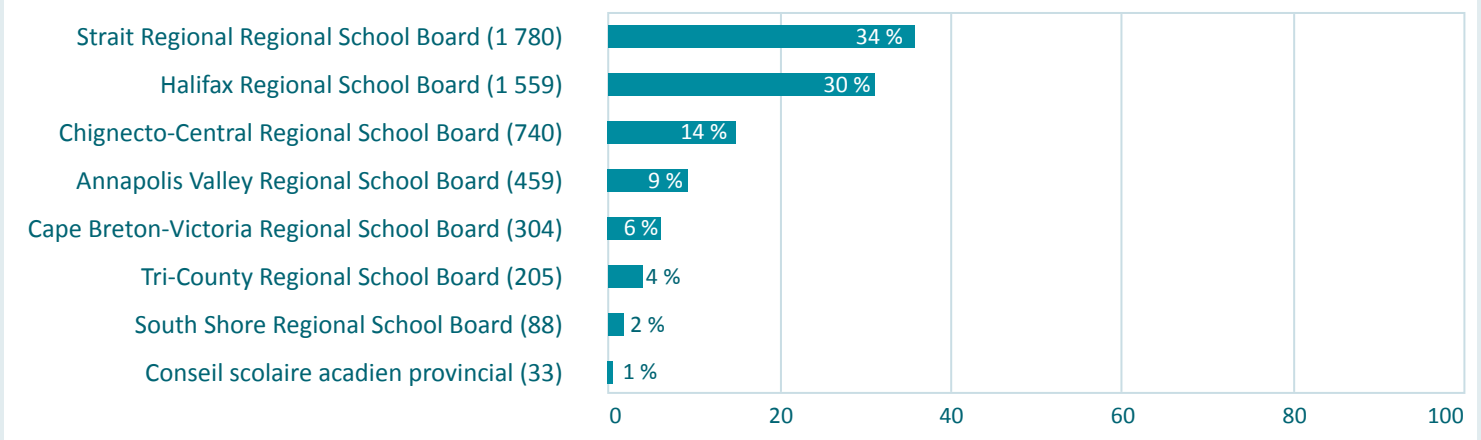
RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES 5 • Réponses des parents selon l'âge de l'enfant (n = 8662)



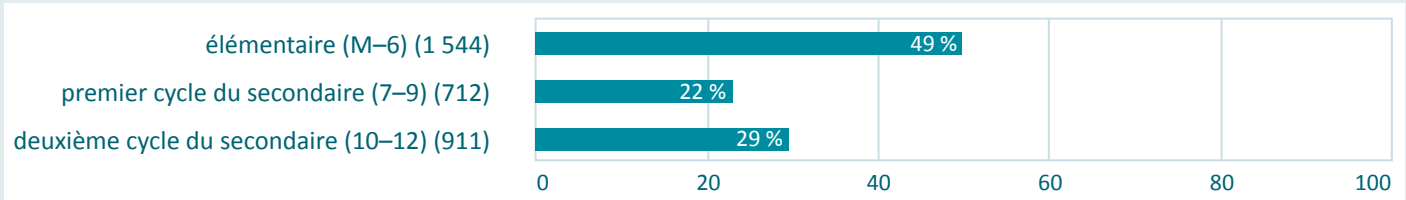
RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES 6 • Réponses des élèves par niveau scolaire (n = 5206)



RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES 7 • Réponses des élèves par conseil scolaire (n = 5168)



RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES 8 • Réponses des enseignants par niveau scolaire enseigné (n = 3167)



ANNEXE E • Organismes et individus ayant fait parvenir un rapport au comité ministériel sur l'éducation

1. Alliance for Healthy Eating and Physical Activity
2. Association des conseillers scolaires de la Nouvelle-Écosse
3. Association des conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse (ACSNE)
4. Atlantic Publishers Marketing Association
5. Autism Nova Scotia
6. Black Educators Association
7. Centre canadien de politiques alternatives
8. Cape Breton Down Syndrome Society
9. Cape Breton Partnership
10. Centre for Entrepreneurship Education and Development (CEED)
11. Chambre de commerce d'Halifax
12. Collège Frontière
13. Comité des programmes et des services en éducation spéciale (CPSES)
14. Commission des valeurs mobilières de la Nouvelle-Écosse
15. Community Sector Council of Nova Scotia
16. Confederacy of Mainland Mi'kmaq
17. Corporate Research Associates
18. Council of Regional Librarians (CORL)
19. Council on Mi'kmaq Education
20. Conseil de leadership pour la création en Nouvelle-Écosse
21. Dartmouth Learning Network
22. Disabled Persons Commission
23. Doctors Nova Scotia
24. Ecology Action Centre
25. Fabian-Fine, Ruth

26. Gouvernement de la Nouvelle-Écosse, Conseil des finances et du trésor
27. Gouvernement de la Nouvelle-Écosse, Bureau de la planification et des priorités
28. Graham-Migel, Janice
29. Inter-University Committee on Teacher Education (ICTE)
30. KidsCode Jeunesse
31. Kutcher, Stan
32. McDonald, Michael (juge en chef)
33. Maritime Heart Center
34. Ministère de la Santé et du Mieux-être (Direction de la vie active)
35. Ministère de la Santé et du Mieux-être (Direction de l'éducation et de la santé)
36. Nourish Nova Scotia
37. Nova Scotia Persons with Disabilities
38. Nova Scotia Youth Civic Literacy Report
39. Nova Scotia Government Employees Union (NSGEU)
40. Progress Centre for Early Intervention
41. Restorative Justice Approach
42. Social Cultural Recreational Inclusion Society (SCRI)
43. Syndicat des enseignants de la Nouvelle-Écosse
44. SpellRead
45. Université St. Francis Xavier – Faculté d'éducation
46. Wentworth School Sustainability Association

NOTES DE FIN

Message de la présidente du comité

- 1 Vous trouverez une biographie de chacun des membres du comité sur Internet à l'adresse ednet.ns.ca/FeaturedContentSlider/pdf/Bios.pdf.
- 2 Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse, « Groupe d'experts nommé par le ministre pour examiner le système d'éducation », communiqué de presse, 19 février 2014. Sur Internet : <http://novascotia.ca/news/release/?id=20140219002>.
- 3 M. McCain et F. Mustard, *Reversing the Real Brain Drain: Early Years Study – Final Report*, Ontario, Secrétariat à l'enfance, 1999.
- 4 Black Learners Advisory Committee, *BLAC Report on Education: Redressing Inequity – Empowering Black Learners*, Nouvelle-Écosse, BLAC, 1994. Sur Internet : acs.ednet.ns.ca/sites/default/files/BLAC%20Report%20on%20Education%20Vol%201-3.pdf.
- 5 EnidLee Consultants, *Reality Check: A review of key program areas in the BLAC Report for their effectiveness in enhancing the educational opportunities and achievement of African Nova Scotian learners*, 2009. Sur Internet : acs.ednet.ns.ca/sites/default/files/REALITY_CHECK_FINAL_REPORT_FOR_WEB.pdf.
- 6 Ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse, *Increasing the Effectiveness of Service Delivery to Mi'kmaw Learners*, Nouvelle-Écosse, Imprimerie de la Couronne, 2008.

Le processus de consultation publique

- 7 Tous les messages sur boîte vocale ont été retranscrits et inclus avec les courriels dans l'analyse effectuée par le comité.

Thème n° 2 • Favoriser un enseignement de grande qualité dans toutes les salles de classe

- 8 Groupe de travail des partenaires, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse, *Aligning Teacher Qualifications with the Learning Needs of Nova Scotian Students: Report and Recommendations*, 2013, p. 4. Sur Internet : ednet.ns.ca/files/reports/Aug_2013_Aligning_Teacher_Qualifications_WEB.pdf.

- 9 *Règlements du gouverneur en conseil établis en application de la loi sur l'éducation*, paragraphe 10(A). Sur Internet : novascotia.ca/just/regulations/regs/edgic.htm.

Thème n° 3 • Préparer les élèves d'aujourd'hui aux débouchés qui se présenteront à eux à l'avenir

- 10 Lors de l'année scolaire 2008–2009, les élèves qui ont atteint l'âge de cinq ans avant la fin décembre ont été en mesure de s'inscrire en maternelle. Avant, seuls les élèves qui avaient atteint l'âge de cinq ans avant la première journée d'école en septembre pouvaient s'inscrire.

Thème n° 4 • S'assurer que l'intégration fonctionne pour tout le monde

- 11 Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, *Politique en matière d'éducation spéciale*, 2008, p. 53. Sur Internet : <http://studentservices.ednet.ns.ca/sites/default/files/specialed-french-full.pdf>.

Thème n° 5 • Créer un climat favorable à l'apprentissage dans tous les établissements

- 12 Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, *Comité provincial d'examen des bulletins scolaires – Vue d'ensemble des résultats et résumé du plan d'action*, 2014. Sur Internet : <http://www.ednet.ns.ca/files/reports/FR-Report-Card-Survey-Action-Plan-Summary.pdf>

Thème n° 6 • Collaborer pour améliorer la santé et le bien-être des élèves

- 13 Les *Directives canadiennes en matière d'activité physique* recommandent que les enfants (de 5 à 11 ans) et les jeunes (de 12 à 17 ans) fassent 60 minutes par jour d'activité physique d'intensité moyenne ou élevée. Ces directives sont disponibles par l'intermédiaire du site ParticipACTION (participaction.com).

Feuille de route pour le changement

- 14 Nova Scotia Commission on Building Our New Economy, *Now or Never: An Urgent Call to Action for Nova Scotians*, février 2014. Sur Internet : oneNS.ca.

